



Investir dans les populations rurales

Royaume du Maroc

Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT)

Prêt FIDA N° 831-MA

Rapport d'examen à mi-parcours (21 novembre- 1er décembre 2015)

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 21 nov-1^{er} décembre 2015

Date du document: 16/01/2016

No. du Projet: 1525

No. du rapport: 3972-MA

Division Proche Orient, Afrique du Nord et Europe
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme	1
C. Produits et réalisations	3
D. Avancement de l'exécution du Programme	15
E. Aspects fiduciaires	19
F. Réallocation des ressources financières	22
G. Durabilité	23
H. Impacts	25
I. Conclusion	26

Liste des tableaux:

Tableau 1: Décaissements sur le Prêt FIDA No. 831-MA et Don	20
Tableau 2: Prévision de décaissements sur le Prêt	20
Tableau 3: Résumé des allocations budgétaires allouées au Projet par l'Etat	21
Tableau 4: Récapitulatifs de la situation financière du Projet (en MDH) de 2011 à 2015	21
Tableau 5: Proposition de réallocation des ressources à mi-parcours	23

Appendices

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	29
Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats révisé	32
Appendice 3 : Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mars 2015	38
Appendice 4 : Questions financières	43
Appendice 5 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	45
Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA), état d'avancement	58
Appendice 7 : Gestion des savoirs : apprentissage et innovations	61

Appendice 8: Proposition de Réallocation à Mi-parcours	64
Appendice 9 : Programme de la mission et liste des personnes rencontrées	65
Liste des personnes rencontrées	66

Sigles et acronymes

ADA	Agence de développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
AHA	Aménagement hydro-agricole
AMC	Association de microcrédit
ANARBOM	Association nationale des arboriculteurs de montagne du Maroc
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
AUEP	Association des usagers de l'eau potable
BE	Bureau d'études
CES	Conservation des eaux et des sols
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CT	Centres de travaux
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du Programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DPETL	Direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLC	Direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
EGPP	Equipe de gestion du programme-pays
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIE	Groupement d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MCA	Millenium Challenge Account
ODCO	Office de développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONEE	Office national de l'eau et de l'électricité
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDFAZMH	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses d'Al Haouz
PDFAZMT	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses de Taza
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale

PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
S&E	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière de développement agricole
SMOP	Service de mise en œuvre de projets
SVA	Service de vulgarisation et d'appui
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du Programme

A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné au Maroc du 21 novembre au 1^{er} décembre 2015, dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT).
2. La durée du programme est de 7 ans. Le programme est effectif depuis septembre 2011 et l'atelier de lancement a eu lieu le 9 avril 2013. Le premier décaissement sur le prêt FIDA a été effectué en mars 2014. L'achèvement des activités du programme est prévu pour le 30 septembre 2018 et la date de clôture du prêt est fixée au 31 mars 2019. Le coût total du programme est de 39,25 millions \$US (équivalent à 332,4 millions de MAD), dont un prêt et un don du FIDA respectivement de 22,48 millions \$US et 0,5 million \$US. La contribution nationale est de 16,27 millions \$US dont 12,92 millions \$US au titre de la contrepartie du gouvernement et 3,35 millions \$US pour la contribution des bénéficiaires. L'appui aux filières agricoles représente 81% des coûts du Programme.
3. L'objectif global du programme est de contribuer dans le cadre du Plan Maroc Vert (PMV)-Pilier II, à l'allègement de la pauvreté rurale, par la diversification et la croissance, de manière durable, des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, étroitement associé à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie. Les objectifs spécifiques sont : i) de diversifier les activités agricoles par la reconversion de superficies en céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan agricole régional ; ii) d'intensifier et de valoriser la production des filières ciblées, par la transformation, le conditionnement et l'accès à des marchés rémunérateurs et ; iii) de garantir la durabilité du développement agricole par des actions d'accompagnement transverses à caractère économique et social définies en fonction des besoins de la zone du programme.
4. Le programme est articulé autour de 3 composantes techniques et d'un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation. Les composantes sont : i) appui au développement de filières agricoles ; ii) appui au développement du financement rural de proximité et promotion des activités génératrices de revenus (AGR) et de la petite et moyenne entreprise rurale (PMER) et ; iii) renforcement des capacités et appui institutionnel.
5. La mission a tenu une réunion le 23 novembre avec les responsables et les cadres de la Direction provinciale de l'agriculture (DPA) et de l'UGP. Elle a visité des réalisations sur le terrain les 24, 25 et 26 novembre et a rencontré des représentants des partenaires, des membres de coopératives, d'associations d'usagers d'eau agricoles (AUEA) et de groupements d'intérêts économiques (GIE), et recueilli leurs avis et suggestions. Elle a par ailleurs tenu une séance de travail avec le Directeur Général de la Société financière de développement agricole (SFDA). Au terme de la mission, une réunion de restitution a été tenue à Rabat le 30 novembre 2015 au siège de l'Agence de Développement Agricole (ADA). Le présent rapport relate en détail les réalisations du programme et les conclusions et recommandations de la mission.
6. La mission exprime ses remerciements à Monsieur le Directeur provincial de l'Agriculture de Taza, aux responsables et cadres de l'ADA et des directions centrales du MAPM, aux responsables, cadres et techniciens de la DPA et de l'UGP, aux partenaires du programme et aux populations pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme

7. D'une manière générale, le projet a enregistré des progrès appréciables dans l'ensemble de ses composantes qui peuvent être résumés comme suit :
8. **Au niveau des réalisations à l'amont et à l'aval des filières² retenues**, la version définitive des Plans de développement des filières (PPDF) a été achevée et validée par les bénéficiaires et les

¹La mission était composée de Mr Youssef Brahimi, consultant spécialiste en gestion des ressources naturelles, chef de mission, de Mr Mohamed Milourhmane, point focal du FIDA au Maroc, spécialiste institutionnel, de Mr Amar Kaanane, consultant, spécialiste en développement de filières, de Mr Malek Sahli, chargé des prêts FIDA, et de Mme Isabelle Stordeur, Assistante de programme. Elle a été rejointe le 28 novembre par Mr Abdelhamid Abdouli, Chargé du Programme du FIDA au Maroc.

² Filières olives, amandes, viande ovine et caprine et miel.

différents partenaires. A l'amont de la filière olivier, 1890 ha ont été plantés, avec un taux de réussite de 100% ; 12 coopératives ont été constituées, englobant 1566 bénéficiaires dont 237 femmes (15%); 3 sessions de formation technique ont été réalisées pour les agriculteurs et jeunes ruraux. En aval de la filière les études de faisabilité pour une unité moyenne de conserve d'olives de table et pour une unité moyenne de conserve d'olives traditionnelles ont été réalisées et des sessions de formations thématiques réalisées pour 3 coopératives.

9. **La filière amandier** a vu, en amont, la réalisation de 503 ha d'extension et la création de 2 coopératives. En aval l'étude de faisabilité de l'unité de valorisation a été réalisée.

10. **Pour la filière miel** 1600 ruches pleines (133%) ont été acquises au profit de 50 OPA constituées de 770 bénéficiaires dont 239 femmes (31%). 20 AGR et PMER ont été créées, 5 sont en cours de création. 10 sessions de formation des membres de coopératives ont été réalisées.

11. **Pour la filière viande rouge ovine et caprine**, en amont, la convention avec l'ANOC a été signée et visée, avec un retard dans sa mise en œuvre ; 6 points d'eau/citernes enterrées ont été achevés. Les autres actions prévues seront réalisées dans le cadre de la convention avec l'ANOC. La plantation de 800 ha d'arbustes fourragers n'a pas été réalisée en raison de l'indisponibilité des terres et la réticence des bénéficiaires. Le niveau d'exécution du développement des filières est donc **moyennement satisfaisant**.

12. **Pour le volet infrastructures**, en ce qui concerne la **PMH**, les 3 études techniques ont été réalisées à 100% et ont été complétées par l'identification des superficies occupées par les plantations ainsi que par la liste des bénéficiaires. Pour ce qui est des **travaux d'aménagement**, 12 marchés ont été adjugés, dont 3 seulement ont fait l'objet d'un démarrage sur le terrain, en raison des conditions climatiques. Au niveau des réalisations les travaux sont en cours au niveau de 21 périmètres (pour un total de **50.473 ml** de séguis avec seuils de dérivation et bassins connexes). Le pourcentage global de réalisation physique est de 55%. 2 abris anti neige ont été réalisés. Les formations ont par ailleurs été achevées au profit des 36 AUEA, avec un taux de réalisation de 103%. **En matière d'AEP** les deux études prévues dans le PTBA 2015 ont été réalisées et financées sur les ressources propres de l'ONEE-BE. 2 appels d'offre ont été lancés pour les réalisations mais nécessitent des crédits supplémentaires. **Concernant les pistes de désenclavement** un appel d'offre a été lancé pour la réalisation de 7 km de piste sur un programme de 67. En matière de CES **la convention avec la DPEFLCD n'a pu être conclue**. En conclusion, le niveau global d'exécution de la **Composante I** est jugé **moyennement satisfaisant**.

13. **Pour la composante « appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER »**, deux études sont en cours, l'une sur le diagnostic des potentialités des AGR et PMER dans la zone du programme, l'autre sur les besoins en financement rural de proximité et l'adaptation des produits financiers aux besoins des populations cibles. **En matière de micro financement** le dossier pour faire bénéficier la zone du projet des produits financiers de la SFDA est établi et celle-ci, à travers sa Direction Générale, suivra particulièrement le traitement au niveau provincial des demandes de financement. Le projet finance actuellement 39 AGR et PMER et recherchera des financements de façon à pouvoir, à terme, arriver à la création de 150 AGR et PMER. La formation diplômante de 15 jeunes ruraux a été réalisée et une **coopérative** de jeunes a été constituée. Le degré d'exécution de cette composante est jugé **moyennement satisfaisant**.

14. **En ce qui concerne le renforcement des capacités et l'appui institutionnel**, l'UGP a réalisé un important programme de sensibilisation et de formation des coopératives, AUEA, agriculteurs, femmes et jeunes ruraux qui a eu des impacts perceptibles en termes d'adoption des techniques enseignées, de renforcement des organisations professionnelles des agriculteurs et d'amélioration des résultats économiques des bénéficiaires. Globalement, le niveau d'exécution en matière de renforcement des capacités est jugé **satisfaisant**.

15. **En matière de gestion/coordination du programme**, la mise en place d'une assistance technique d'appui à la mise en œuvre du projet a été concluante, en ce sens qu'elle est constituée de cadres et de techniciens pluridisciplinaires compétents et efficaces. En ce qui concerne la coordination du programme, la direction du programme et l'UGP assurent une bonne coordination entre toutes les parties prenantes, notamment les bénéficiaires, les services techniques concernés et avec les autres partenaires institutionnels du programme. En outre, le comité provincial de coordination du programme se réunit régulièrement. En définitive et mis à part le retard des décaissements, la gestion et la coordination globales du projet sont jugées **satisfaisantes**.

16. **Pour ce qui est du taux de décaissement du prêt**, et malgré les progrès réalisés en 2015, ce taux reste **insatisfaisant**. Il faut en outre signaler qu'environ 70% des recommandations de la précédente mission de supervision ont été ou sont en cours de mise en œuvre.

C. Produits et réalisations

C-1. Composante I : Appui au développement des filières agricoles

C-1-1. Sous-composante 1 : Filière olivier

17. **A l'amont de la filière, les prévisions globales du programme, en tenant compte des recommandations des supervisions 2014 et 2015, concernent :** i) la réalisation du plan participatif de développement de la filière (PPDF); ii) l'extension des plantations d'oliviers sur 2080 ha ; iii) la réhabilitation de 800 ha d'oliviers ; iv) l'appui aux OPA par la mise en place de 3 groupements de producteurs affiliés à l'association nationale des arboriculteurs de montagne (ANARBOM), la constitution de 5 coopératives et d'un GIE, l'organisation de 3 manifestations professionnelles, soit un total de 9 sessions entre formations et mise à niveau en matière de gestion des OPA ; v) la réalisation, au profit des agriculteurs et jeunes ruraux, de 9 sessions de formation technique et de 27 voyages d'études et visites ; et vi) la réalisation de sessions de formation technique (9 sessions) et de voyages d'études (6 voyages) pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme.

18. **Réalisations.** Les réalisations cumulées jusqu'au mois de novembre 2015 sont les suivantes :

- i) Le PPDF olivier a été finalisé et validé par les bénéficiaires et les différents partenaires du programme.
- ii) La plantation de 1890 ha d'oliviers (91% des prévisions) a été réalisée avec une densité de 200 arbres à l'hectare, avec un taux de réussite de 100%³. Les 183 ha d'extension d'oliviers restants sont programmés dans le PTBA 2016.
- iii) 240 ha d'extension sont déjà cédés. Pour en assurer la pérennité, l'UGP et la DPA ont assisté les bénéficiaires dans la préparation d'un plan d'action qui porte sur la gestion de la coopérative, la gestion du périmètre et la programmation des techniques culturales à mettre en place pour assurer la pérennité du projet. Les mêmes actions sont prévues pour le reste lors des futures sessions.
- iv) Les travaux de réhabilitation de 420 ha sont terminés. La réhabilitation des 380 ha restants est presque terminée. Il reste la réalisation du dernier traitement phytosanitaire et l'épandage d'azote. Ce retard est dû aux conditions climatiques non favorables. La taille a été réalisée et la confection d'impluvium est en cours. L'itinéraire technique prescrit dans le CPS de réhabilitation est adéquat et respecté. Par ailleurs, une fiche pour évaluer le degré d'adoption des techniques culturales par les bénéficiaires (rendement annuels et qualité de la production dans les périmètres réhabilités) a été préparée par le personnel de l'UGP. La première collecte de ces données est prévue au cours de la campagne 2015/2016. Les premiers résultats collectés au niveau des périmètres Sidi Mghit et Fag Touahar montrent que le rendement moyen (kg/pied) sont passés respectivement de 22 à 45 et de 24 à 40, la qualité des olives provenant des périmètres réhabilités est meilleure que celle des olives provenant des périmètres non réhabilités, avec moins de chutes de fruits dans les périmètres réhabilités.
- v) La création de groupements ANARBOM olivier n'a pas abouti malgré les différentes tentatives de l'UGP pour contacter cette association. La collaboration avec l'ANARBOM ne semble pas avoir de chance de réalisation.
- vi) La constitution de 5 coopératives supplémentaires de producteurs a permis d'atteindre un total de 12 coopératives (8 constituées entre les bénéficiaires des zones d'extension de plantation et 4 entre ceux des périmètres de réhabilitation) englobant 1566 bénéficiaires, dont 237 femmes, avec l'adhésion de 5 coopératives aux 2 groupements d'intérêt économique (GIE) créés (Zouyout Louta et Friwato). L'UGP a dépassé les prévisions du projet qui étaient de 5 coopératives et l'adhésion à 1 GIE. Le pourcentage d'adhésion de

³ la mission a toutefois constaté quelques plants non réussis très minime et qui seront replantés par l'entreprise

femmes aux coopératives est en moyenne de 15%, avec un minimum de 2% et un maximum de 40%.

vii) La réalisation de 3 sessions de formation technique pour les agriculteurs et les jeunes ruraux ; les 6 restantes sont prévues dans le PTBA de 2016. Les visites et voyages d'étude et l'organisation de manifestations professionnelles et interprofessionnelles sont planifiés dans le COSTAB (498.000 DH). Selon l'UGP, les sessions de formation technique (9 sessions) et de voyages d'études (6 voyages) pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme ne peuvent pas être réalisées au vu de l'insuffisance du personnel technique. L'UGP propose de réaffecter le budget alloué à cette activité à la réalisation des voyages techniques, au niveau national ou à l'étranger, pour le compte du personnel technique.

19. **Recommandations.** Compte tenu de ce qui précède, la mission recommande ce qui suit :

- i) *Inciter et accompagner les bénéficiaires des périmètres de réhabilitation, notamment du périmètre Boumlal achevé, à continuer les opérations d'entretien amorcées par le projet.*
- ii) *Etablir une base de données par périmètre sur l'adoption des techniques culturales par les bénéficiaires et noter les rendements annuels et la qualité de la production.*
- iii) *Utiliser le budget alloué aux sessions de formation technique (9 sessions) et de voyages d'études (6 voyages) pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte de ce personnel.*

20. **A l'aval de la filière, les prévisions globales du programme, en tenant compte des recommandations des supervisions 2014 et 2015, concernent :** i) La réalisation d'une unité de mise en bouteille ; ii) Une unité de stockage de l'huile d'olive ; iii) Une unité d'olive de table ; iv) 3 unités de conserve d'olive de table traditionnelle pour des coopérative féminines ; v) La création de deux PMER ; vi) La construction de 24 bassins de stockage des margine et grignon ; vii) 9 sessions, de formation en traçabilité et gestion de qualité ; viii) 9 sessions de formation en hygiène santé et salubrité des aliments ; ix) 9 sessions de formation en marketing , captage de la valeur ajoutée et commercialisation ; x) L'organisation de 3 journées grand public sur les bienfaits de l'huile d'olive ; et xi) La réalisation des études de faisabilité pour une unité moyenne de conserve d'olives de table et pour une unité moyenne de conserve d'olives traditionnelles.

21. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations à l'aval de la filière sont détaillées comme suit :

i) Les études de faisabilité technico-économique des 6 unités n'ont pas été réalisées en raison de l'insuffisance du budget prévu et, pour le cas particulier de l'unité de mise en bouteille et de l'unité de stockage de l'huile d'olive, du manque de coopératives possédant des unités de trituration dans la zone du programme.

ii) Comme recommandé lors de la supervision du mois mars 2015, les études de faisabilité pour une unité moyenne de conserve d'olives de table et pour une unité moyenne de conserve d'olives traditionnelle ont été réalisées. Il en ressort que ces unités sont techniquement, économiquement et socialement viables. Les coûts estimatifs de la mise en place de ces unités sont :

- Investissement dans l'unité de conserve d'olives de table : **terrain (300.000 DH), bâtiments (900.000 DH), fond de roulement (151.108 DH) et équipements (3.400.000 DH) ;**

- Investissement dans l'unité de conserve d'olives traditionnelles : **terrain (90.000 DH), bâtiments (440.000 DH), fonds de roulement (110.000 DH) et équipements (530.000 DH).**

iii) Création de deux PMER dans le domaine l'arboriculture ;

iv) Les sessions de formation des membres de 3 coopératives ont été réalisées dans les domaines suivants:

- 3 sessions de formation en oléotechnie, traçabilité et qualité (51 personnes, dont 5 femmes et 46 hommes). Les 6 sessions restantes de formation sont prévues dans le PTBA 2016.

- 3 sessions de formation en marketing, captage de la valeur ajoutée et accès aux marchés (54 personnes, dont 5 femmes). Les 6 sessions de formation restantes sont prévues dans le PTBA 2016.

- 3 sessions de formation en hygiène et salubrité des aliments pour 48 personnes, dont 3 femmes. Les 6 sessions de formation restantes sont prévues dans le PTBA 2016.

- 3 sessions de formation en matière de labellisation (42 personnes, dont 3 femmes). Les 6 sessions restantes sont planifiées dans le PTBA 2016 ;

- Formation en matière des techniques de production (51 personnes, dont 5 femmes et 46 hommes).

iv) Une journée d'information grand public, sur trois prévues, a été organisée sur les bienfaits de l'huile d'olives, au profit de 100 personnes dont 40 femmes et 60 hommes;

v) L'engagement du marché relatif aux formations pour le personnel de la DPA dans les domaines de la caractérisation des variétés de l'olivier, de la traçabilité et de la qualité des huiles d'olives ;

vi) Pour la construction des bassins de stockage des margines et grignons, aucune action n'a été réalisée. L'UGP considère que la réalisation de ces bassins n'est plus à l'ordre du jour car il n'y a plus de petites unités de trituration de l'huile d'olive fonctionnelles dans la zone.

22. **Recommandations.** Au vu des constats qui précèdent, la mission recommande ce qui suit :

i) Utiliser les budgets initialement prévus pour la réalisation des unités de mise en bouteilles et de stockage de l'huile d'olive, des 3 unités de conserve d'olives traditionnelle et la construction des bassins de stockage de margines et de grignons pour financer la mise en place d'une unité de conserve d'olives de table de dimension moyenne et de deux unités de conserve d'olives traditionnelles (les coopératives porteuses potentielles des deux projets, coopérative féminine Tawmatine coopérative Kaouane ont été identifiées).

ii) Le programme financera uniquement les constructions des bâtiments et l'acquisition des équipements pour une unité de conserve d'olives et deux unités de conserve d'olives traditionnelles dont le coût total, pour les deux unités, est de 6.300.000 DH décliné comme suit :

- Unité de conserve d'olives : 4.300.000 DH
- 2 Unités de conserve d'olives traditionnelle : 2.000.000 DH

iii) Afin de couvrir ce coût, il est recommandé de faire appel aux ressources prévues dans le COSTAB (1.284.000 DH) et à une partie du non alloué (5.016.000 DH) ;

iv) La mise en place de ces trois unités en 2016/2017 ;

v) La réalisation de deux journées d'information restantes, pour le compte du grand public, sur les bienfaits de l'huile d'olives.

23. Compte tenu des constats qui précèdent, le niveau d'exécution des activités pour la filière olive est **satisfaisant**. Les mesures convenues pour le développement de la filière olive, à l'amont et à l'aval, sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Sous-composante I « filière olive »		
1. Etablir une base de données par périmètre sur l'adoption des techniques culturales par les bénéficiaires.	Juin 2016	UGP, SMOP et SVA
2. Convertir le budget alloué aux sessions de formation technique et de voyages d'études pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte de ce personnel.	Juin 2016	UGP, SMOP
3. Utiliser les sommes prévues pour la réalisation des unités de mise en bouteilles et de stockage de l'huile d'olive, des 3 unités de conserve d'olives traditionnelle et la construction des bassins de stockage de margines et de grignons et une partie du non alloué (5.016.000 DH) pour financer la mise en place d'une unité de conserve d'olives de table de dimension moyenne et d'une unité de conserve d'olives traditionnelle.	2016/2017	UGP, SMOP
4. Ne financer que les bâtiments et les équipements pour les 3 unités de conserve d'olives.	-	UGP, SMOP

5. Réaliser les deux journées d'information restantes pour le compte du grand public sur les bienfaits de l'huile d'olives.	Juin 2016	UGP, SMOP
---	-----------	-----------

C-1-2.Sous-composante 2 : Filière amandier

24. **Les prévisions globales du programme, et en tenant compte des recommandations des supervisions 2014 et 2015, concernent :** i) L'élaboration du PPDF amandier; ii) L'extension des plantations d'amandier sur 1200 ha ; iii) La réhabilitation de 600 ha d'amandiers ; iv) La constitution de 2 groupements de producteurs d'amandes affiliés à l'ANARBOM, de 2 coopératives et d'un GIE ; v) L'organisation de 2 manifestations professionnelles ; vi) La réalisation 6 sessions de formation pour les coopératives, de 4 sessions de formation technique pour les agriculteurs et jeunes ruraux et de 15 voyages d'études et visites; vii) La réalisation de formations techniques (9 sessions) et de voyages d'études (3 voyages) au profit du personnel de la DPA.

25. **Réalisations.** Les réalisations cumulées sont comme suit :

- i) Le PPDF amandier a été finalisé et validé par les bénéficiaires et les différents partenaires du programme.
- ii) Les nouvelles plantations ont été réalisées sur 503 ha (soit 42% des prévisions globales du programme). Les terrains des périmètres de plantation choisis par l'UGP sont favorables à la culture de l'amandier, et les travaux des entreprises sont convenables. Par ailleurs, la mission note que le programme a créé une demande pour les plantations d'amandier auparavant inexistante dans la zone. 640 ha sont en cours d'engagement (soit un total de 1143 ha correspondant à 95% du prévu).
- iii) Le programme n'a pas pu identifier de superficies consistantes et regroupées d'amandiers adultes convenables pour un marché de réhabilitation. Par conséquent, cette action n'a pas été programmée et n'a pas de chances d'être réalisée.
- iv) La zone du projet compte actuellement 3 coopératives et 1 association dans la filière amandier regroupant 262 agriculteurs dont 8 femmes (3%). La coopérative Annasr a été créée en 2014 ; l'association Charaf et la coopérative El Anassar, auparavant non fonctionnelles, ont été redynamisées, et la coopérative Adwal, créée en 2013, est en même temps coopérative oléicole bénéficiaire de la réhabilitation dans le cadre du programme.
- v) La création de groupements de producteurs d'amandes n'a pas abouti malgré les différentes tentatives de l'UGP pour contacter l'ANARBOM à cet effet. La collaboration avec cette association ne semble pas avoir de chances de réalisation.
- vi) Les formations, visites et voyages d'études prévus à l'amont de la filière amandier aussi bien pour les coopératives que pour les agriculteurs et jeunes ruraux sont prévues dans le PTBA 2016.

26. **Recommandations.** Compte tenu de ce qui précède, la mission recommande ce qui suit :

- i) Augmenter la superficie d'extension de l'amandier de 400 ha ;
- ii) Convertir une partie budget prévu dans le programme pour la réhabilitation de l'amandier (700.000 DH) pour compléter le financement de l'unité de valorisation des amandes et le reste (1.100.000DH) pour l'extension des superficies en amandier.

30. **A l'aval** de la filière amandier, il était prévu de mettre en place 4 unités de concassage d'amandes pour femmes au rythme d'une unité par an à partir de 2014. Toutefois, compte tenu du volume de production d'amandes insuffisant pour faire fonctionner les 4 unités, la mission de supervision du mois mars 2015 avait recommandé à l'UGP d'envisager lors de la revue à mi-parcours, la réaffectation du budget prévu pour la mise en place des 4 unités au profit d'une seule et d'accélérer la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de la dite unité.

27. **Réalisations :**

- i) L'étude de faisabilité technico-économique pour une unité de valorisation des amandes a été réalisée. Il en ressort que cette unité est techniquement, économiquement et socialement viable.

ii) Le Coût estimatif de la mise en place de cette unité est de : équipements et bâtiments (2.200.000 DH), terrain (300.000 DH), fonds de roulement (400.000 DH)

28. **Recommandations.** La mission recommande ce qui suit :

i) Le programme financera uniquement les constructions des bâtiments et l'acquisition des équipements pour l'unité de valorisation de l'amandier : 2.100.000 DH ;

ii) Afin de couvrir ce coût, il est recommandé de faire appel aux prévisions du COSTAB (1.400.000 DH) et à une partie du budget initialement prévu pour la réhabilitation de l'amandier (800.000 DH) ;

iii) Engager la construction de l'unité en 2016.

29. En conséquence, et en ce qui concerne la filière amandier, le niveau d'exécution est jugé **satisfaisant**. Les mesures convenues pour le développement de la filière amande, à l'amont et à l'aval, ainsi que les échéances et responsabilités pour leur mise en œuvre, sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Sous-composante II « filière amande »		
1. Augmenter la superficie d'extension de l'amandier de 400 ha..	2016/2017	UGP, SMOP
2. Financer uniquement les constructions des bâtiments et l'acquisition des équipements pour l'unité de valorisation de l'amandier: 2.200.000 DH.	-	UGP, SMOP
3. Convertir une partie du budget prévu dans le programme pour la réhabilitation de l'amandier (700.000 DH) pour compléter le financement de l'unité de valorisation des amandes et le reste (1.100.000DH) pour l'extension des superficies en amandier.	Janvier 2016	UGP, SMOP
4. Engager la construction de l'unité.	Juin 2016	UGP, SMOP

C-1-3.Sous-composante 3 : Filière viande ovine et caprine

30. **Prévisions.** Au titre de cette composante, les prévisions portent sur ce qui suit: i) L'élaboration du plan participatif de développement de la filière; ii) L'amélioration de l'infrastructure de base par la création ou aménagement de 18 points d'eau/citerne, la construction de 4 centres d'approvisionnement en aliments de bétail et construction de 4 abris anti neige pour les groupements d'éleveurs affiliés à l'association nationale ovine et caprine (ANOC) et ; iii) L'appui à la filière (dans le cadre d'une convention avec l'ANOC) par la création de 4 groupements d'éleveurs (prospection des éleveurs, tenue de 4 réunions de sensibilisation par groupement, tenue de l'assemblée constitutive du groupement et fourniture d'équipements), par la construction d'un centre d'engraissement d'une capacité de 10 000 têtes/an à gérer par l'ANOC et par l'installation de bergeries (3 par groupement) ; iv) La formation théorique (8 sessions par groupement), et pratique (3 visites organisées pour 150 éleveurs par groupement), la formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC (4 sessions de formation, 7 journées de démonstration et 3 voyages d'études), l'organisation de sessions de formation au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions) sur les thématiques intéressant la filière, avec distribution de documents techniques relatifs à la production, l'hygiène, la santé, la commercialisation et la valorisation; et v) la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers.

31. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations cumulées sont détaillées dans ce qui suit :

- i) Le PPDF viandes rouges a été finalisé et validé avec les bénéficiaires et partenaires du programme ;
- ii) La convention avec l'ANOC a été signée et visée, avec, toutefois, un retard dans la mise en œuvre des activités. Cette convention vise le renforcement du groupement existant des éleveurs ovins et caprins de Tazekka et la création de 2 autres groupements, l'un à Bouiblanc et l'autre à Maghraoua ;
- iii) L'accord de l'ANOC pour la mise en œuvre de la convention a été confirmé au mois de novembre 2015 ;

- iv) La création et l'aménagement de 6 points d'eau /citernes enterrées à Bouiblanc Tazarine et à Maghraoua sont achevés sur 18 prévus (6 sources en cours d'engagement et d'attribution des marchés) ;
- v) La prospection des éleveurs a été réalisée ;
- vi) Les autres actions prévues (4 centres d'approvisionnement, 9 bergeries par groupe) seront réalisées dans le cadre de la convention établie avec l'ANOC ;
- vii) Le Centre d'engraissement n'est pas réalisé. D'après UGP et l'ADA, cette activité ne sera pas réalisée vu les échecs des autres expériences vécues par l'ANOC dans d'autres régions. Le budget initialement prévu dans le COSTAB (4.000.000 D) sera réaffecté sur la base des propositions qui seront faites par l'ADA ;
- viii) La formation théorique (8 sessions par groupement), et pratique (3 visites organisées pour 150 éleveurs par groupement) ; la formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC (4 sessions de formation, 7 journées de démonstration et 3 voyages d'études) ne sont pas réalisées. Ces activités seront réalisées dans le cadre de la convention établie avec l'ANOC ;
- ix) La plantation de 400 ha d'arbustes fourragers n'a pas été réalisée. Sa mise en œuvre a rencontré des difficultés en raison de l'indisponibilité des terres à aménager et de la réticence des bénéficiaires potentiels qui préfèrent la plantation d'oliviers à celle d'arbustes fourragers. L'UGP et la DPA jugent que la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers peut être réalisée dans les terrains collectifs. ;
- x) Les formations au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions) sur les thématiques intéressant la filière, avec distribution de documents techniques relatifs à la production, l'hygiène, la santé, la commercialisation et la valorisation ne sont pas réalisées en raison du nombre insuffisant des cadres de la DPA éligibles à ces formations. Le budget initialement prévu pour la réalisation de ces activités est de 460.000 DH. La mission recommande de convertir le budget alloué à ces activités à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA.

32. **Recommandations.** La commission recommande ce qui suit :

- i) Activer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC ;
- ii) Engager les formations justes après la constitution des groupements et cibler tous les éleveurs ovins et caprins ;
- iii) Réaliser les 6 points/citernes enterrées restants ;
- iv) Réaliser la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers sur les terrains collectifs ;
- v) Convertir le budget (460.000 DH) alloué aux formations au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions), sur les thématiques intéressant la filière, à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA ;
- vi) Réaffecter le budget (4.000.000 DH), initialement prévu pour la mise en place d'un centre d'engraissement, pour financer une partie du coût de l'aménagement PMH pour 4 nouveaux périmètres (5.500.000 DH) ;

33. Compte tenu des constats qui précèdent en ce qui concerne la filière viande ovine et caprine, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**. Afin d'accélérer la mise en œuvre des activités de la sous-composante, les mesures convenues pour accélérer la réalisation des activités prévues dans la composante ainsi que les échéances et responsabilités de mise en œuvre sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Sous-composante III « filière viande ovine et caprine ».		
1. Activer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC.	Janvier 2016	UGP, SMOP
2. Engager les formations juste après la constitution des groupements et cibler tous les éleveurs ovins et caprins.	Juin 2016	UGP, ANOC
3. Réaliser les 6 points/citernes enterrées restants.	Décembre 2016	UGP, SMOP

4. Convertir le budget (460.000 DH) alloué aux formations au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions), sur les thématiques intéressant la filière, à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA.	Janvier 2016	UGP, SMOP
5. Réaffecter le budget (4.000.000 DH), initialement prévu pour la mise en place d'un centre d'engraissement, pour financer une partie du coût de l'aménagement PMH pour 4 nouveaux périmètres (5.500.000 DH).	Janvier 2016	UGP, SMOP
6. Réaliser la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers sur les terrains collectifs.	2016/2017	UGP, SMOP

C-1-4.Sous-composante 4 : Filière miel

34. **Prévisions en amont de la filière.** Les prévisions des activités en amont de la filière miel concernent : i) L'élaboration du plan participatif de développement de la filière (PPDF); ii) La livraison de 1200 ruches pleines; iii) La formation des membres des coopératives (10 sessions) et l'organisation de stages d'apprentissage pour 20 personnes-mois; iv) La constitution de 2 unions en tant qu'agréateurs ; v) le traitement contre la varroase et la teigne des abeilles ; et vi) La création de 25 nouvelles AGR et PMER (unités apicoles) et l'acquisition de 50 ruches pour chaque unité.

35. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations cumulées sont comme suit :

- i) L'élaboration du PPDF est achevée et celui-ci validé ;
- ii) L'acquisition de 1600 ruches pleines sur 1200 prévues (133%) au profit de 50 OPA constituées de 770 bénéficiaires dont 239 femmes (31%);
- iii) Les 10 sessions de formation des membres de coopératives sont réalisées. Par contre, les stages d'apprentissage dans des institutions spécialisées ou chez des apiculteurs professionnels ne sont pas encore organisés. Ces stages sont prévus dans le PTBA 2016 ;
- iv) La création de 20 AGR et PMER et 5 en cours de création ainsi que la programmation dans le PTBA 2016 de l'achat à leur profit de 25 unités de 50 ruches ;
- v) Les traitements contre la varroase et la teigne, prévus en collaboration avec l'ONSSA (service vétérinaire), ne sont pas encore réalisés.

36. **Recommandations.** Les recommandations pour l'amont de la filière sont les suivantes :

- i) Organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives et achever toutes les sessions de formation ;
- ii) Effectuer les traitements contre la varroase et la teigne pour les 500 ruches en collaboration avec l'ONSSA.

37. **Prévisions à l'aval de la filière.** A l'aval de la filière, les prévisions concernent : i) La constitution de 3 GIE ; ii) La caractérisation des miels de la zone et l'établissement du cahier des charges en vue de leur labellisation ; iii) L'accompagnement des apiculteurs dans le domaine de la commercialisation du miel ; iv) La formation des ingénieurs et techniciens sur les thématiques relatives à la filière ; v) L'aménagement de 15 locaux pour l'extraction du miel ; vi) L'acquisition de 15 unités d'extraction ; et vi) Le recrutement d'un spécialiste en commercialisation/marketing.

38. **Réalisations.** Les réalisations à l'aval de la filière ont porté sur ce qui suit :

- i) Pour ce qui est des GIE, trois ont été constitués, à savoir : le GIE Twizi dans la commune rurale de Smia composé de 16 coopératives (CR de Smia, Zrarda, Tazarine et Ait Seghrouchen), le GIE d'Ain Kharrouba à Oued Amlil constitué de 13 coopératives (CR de Ghiata Gharbia, Bouhlou, Bouchfaa, Gueldamane, Bab Boudir et Bab Marzouka), le GIE de Maghraoua- Bouiblanc composé de 6 coopératives (CR de Maghraoua et de Bouiblanc) ;
- ii) Concernant la caractérisation des miels et leur labellisation, l'identification d'un miel à labelliser sur la base d'une plante mellifère autochtone à Bouiblanc (Zantaz), l'identification du GIE porteur (Maghraoua, Bouiblanc) et l'élaboration d'un CPS modèle dans le cadre du PPDF miel ont été effectuées ;
- iii) En matière d'accompagnement des apiculteurs dans les domaines de la commercialisation et du marketing, de la conduite de la production, de la protection sanitaire et de la confection de

ruches, 20 sessions de formation sur les 34 prévues ont été réalisées dans les domaines de la gestion administrative et financière des OPA pour 115 personnes (dont 30 femmes), des techniques de production pour 125 personnes (dont 90 femmes), de la santé apicole pour 125 personnes (dont 90 femmes), de la confection des ruches pour 5 femmes, et de la valorisation et commercialisation pour 125 personnes (dont 90 femmes). Les 14 sessions de formation restantes sont programmées dans le PTBA 2016 ;

iv) Pour ce qui est de la formation des ingénieurs et techniciens, aucune action n'a été réalisée du fait du manque de cadres spécialisés dans le domaine du miel au niveau de la DPA. Le budget initialement prévu dans le COSTAB est de 240.000 MDA. La mission recommande de convertir le budget alloué à ces activités à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA ;

v) Pour ce qui est des locaux des unités d'extraction de miel, deux locaux sont mis provisoirement à la disposition de deux GIEs, GIE Ain Gharoub et GIE Twizi, respectivement par la commune rurale de Bouhlou et par une coopérative adhérente au GIE Twizi. Les équipements pour 20 unités d'extraction ont été acquis et réceptionnés. 14 ont été distribuées (6 unités pour le GIE Twizi, 6 pour le GIE Ain Gharouba et 2 pour des coopératives). Les 6 restantes seront cédées au GIE Maghraoua- Bouiblanc une fois le local construit;

vi) Le recrutement d'un spécialiste en commercialisation/marketing n'a pas été réalisé.

39. **Recommandations.** La mission recommande ce qui suit pour l'aval de la filière :

- i) Engager le processus de caractérisation des miels et de labellisation, pour le miel identifié sur la base d'une plante mellifère autochtone à Bouiblanc (Zantaz) ;
- ii) Procéder à la réalisation des 14 formations pratiques restantes des membres des GIE dans les domaines de la production, de la valorisation, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation et leur organiser des voyages d'études ;
- iii) Financer la construction des locaux des unités d'extraction du miel pour les 3 GIE du miel (GIE Ain Kharrouba, GIE Twizi et GIE Maghraoua- Bouiblanc);
- iv) Convertir le budget initialement prévu dans le COSTAB (240.000 DH) pour la formation des ingénieurs et techniciens à la mise en relation des GIE miel avec des agrégateurs pour la commercialisation du miel;
- v) Mobiliser un spécialiste en marketing et commercialisation une fois que les actions de valorisation seront finalisées et mises en œuvre ;
- vi) Engager la mise en relation des GIE miel avec des agrégateurs pour la commercialisation du miel.

40. En conséquence, et en ce qui concerne la filière miel, le niveau d'exécution est jugé **satisfaisant**. Les mesures convenues pour la composante "Appui au développement de la filière miel" à l'amont et à l'aval de la filière ainsi que les délais et responsabilités pour la mise en œuvre de ces mesures sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Sous-composante IV « filière miel ».		
1. Organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives et achever toutes les sessions de formation.	Juin 2016	UGP, SMOP
2. Effectuer les traitements contre la varroase et la teigne pour les 500 ruches en collaboration avec l'ONSSA.	2016	UGP, SVA
3. Engager le processus de caractérisation des miels et de labellisation, pour le miel identifié sur la base d'une plante mellifère autochtone à Bouiblanc (Zantaz)	Juin 2016	UGP, SMOP
4. Procéder à la réalisation des 14 formations pratiques restantes des membres des GIE dans les domaines de la production, de la valorisation, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation et leur organiser des voyages d'études	Juin 2016	UGP, SMOP
5. Financer la construction des locaux des unités d'extraction du miel pour les 3 GIEs du miel (GIE Ain Gharoub, GIE Twizi et GIE Maghraoua- Bouiblanc);	2 ^{ème} trimestre 2016	UGP, SMOP
6. Convertir le budget initialement prévu dans le COSTAB (240.000 DH) pour la formation des ingénieurs et techniciens à la mise en relation des GIE miel avec des agrégateurs pour la commercialisation du miel.	Juin 2016	UGP, SMOP
7. Mobiliser un spécialiste en marketing et commercialisation une fois que les	2 ^{ème} trimestre 2016	UGP, SMOP

actions de valorisation seront finalisées et mises en œuvre. 8. Engager la mise en relation des GIE miel avec des agrégateurs pour la commercialisation du miel.	3 ^{er} trimestre 2016	UGP, SMOP
--	--------------------------------	-----------

41. **Réajustement/Réallocation à mi-parcours pour les filières agricoles.** Le tableau final de réallocation par activités, réalisations physiques et financières est présenté en **Appendice 8**.

C-1-5.Actions transverses d'infrastructures en appui au développement des filières

42. **Aménagements hydro-agricoles.** En ce qui concerne les **études**, les 3 études techniques ont été réalisées à 100% et ont été réceptionnées au mois de juin 2014. Le nombre des périmètres de petite et moyenne hydraulique (PMH) étudiés est de 35 avec un linéaire total de revêtement de séguis de 120 km. Conformément aux recommandations de la mission de supervision de mars 2015 les études ont été complétées par l'identification des superficies occupées par les plantations ainsi que par la liste des bénéficiaires.

43. Pour ce qui est des **travaux** d'aménagement, il a été prévu dans le PTBA 2015 le revêtement de 82 km de séguis, la construction de 13 ouvrages de dérivation, la réalisation de 19 bassins de stockage et la protection de 1700ml de berges. Sur le terrain les travaux sont en cours au niveau de 21 périmètres (pour un total de 50.473 ml de séguis avec seuils de dérivation et bassins connexes). Les travaux au niveau de 18 périmètres sont en cours d'engagement. Le pourcentage global de réalisation physique est de 55%.

44. En ce qui concerne la **formation des AUEA**, trois modules de formation étaient prévus dans le PTBA de 2014. Au niveau des réalisations la formation de 9 AUEA dans le domaine de la rationalisation de l'utilisation de l'eau d'irrigation et la gestion des périmètres a été achevée durant l'année 2014. Trois autres marchés similaires ont été adjugés et la formation des 27 AUEA restantes a démarré au mois d'avril 2015. Les formations sont maintenant achevées au profit des 36 AUEA. Le taux de réalisation est de 100%.

45. **Points d'eau pour l'abreuvement du cheptel.** Il est prévu dans le COSTAB l'aménagement de 8 sources/points d'eau pour l'élevage (captage de sources et construction d'abreuvoirs) ainsi que la construction de 7 citernes enterrées pour la collecte des eaux de pluie et abreuvoirs. A fin novembre 2015 six (6) points d'eau ont été achevés et les marchés attribués pour 6 autres points d'eau. Par ailleurs 2 abris anti neige ont été réalisés sur les 4 prévus.

46. Le degré d'exécution des actions au niveau de ce volet est jugé **satisfaisant**.

47. **Recommandation.** La mission recommande de renforcer en 2016 les moyens techniques et humains (au moins 2 techniciens permanents et des moyens de transport) pour assurer la supervision des chantiers en cours et prévus.

48. **Adduction d'eau potable (AEP).** Les deux études prévues dans le PTBA 2015 ont été réalisées et financées sur les ressources propres de l'ONEE-BE. Concernant le programme des travaux, il est prévu dans le COSTAB la réalisation des travaux suivants : le captage de 11 sources d'eau, l'installation de 16 bornes fontaines, la construction de 24 réservoirs semi-enterrés ainsi que la réalisation de 76 km de canalisations.

49. Deux appels d'offres ont été lancés à fin novembre 2015. Ces appels d'offres concernent la construction de 3 réservoirs, de 9 bornes fontaines et la réalisation de 30 km de canalisation. Le début des travaux est prévu en mars 2016. Il a été cependant constaté que les crédits disponibles ne permettent pas de couvrir ces marchés. L'UGP affirme avoir obtenu l'engagement ferme du Ministère de l'Agriculture que les crédits FDR seront dégagés en 2016 pour couvrir l'ensemble du programme.

50. **Recommandation.** La mission recommande de prévoir l'allocation des crédits nécessaires à la réalisation du programme (40 millions DH en 2016).

51. Compte tenu de ce qui précède, le niveau d'exécution du volet AEP est **moyennement satisfaisant**.

52. **Pistes de désenclavement.** Trois études ont été prévues dans le PTBA de 2015 et les travaux topographiques sont en cours depuis le début du mois de mars 2015 en collaboration avec les communes qui sont impliquées dans l'implantation des pistes. Concernant le programme des travaux, il est prévu dans le COSTAB la réalisation de 42 km de pistes.

53. Un appel d'offre a été lancé pour la réalisation de 7 km de piste. L'ouverture des plis est prévue le 1^{er} décembre 2015. Le budget disponible ne permettra pas de couvrir l'ensemble du programme qui porte sur 67 km. Le reste du programme devra nécessairement être inscrit en 2016 dans Le programme national FDR. La mission de supervision de mars 2015 avait recommandé par ailleurs la signature d'une convention avec la DPETL. Suite à une réunion tenue entre la DPA et la DPETL celle-ci a donné son accord de principe pour la réalisation des travaux et une convention ne s'avère plus nécessaire.

54. **Recommandation.** La mission recommande la délégation à la DPA des crédits nécessaires pour la réalisation du restant du programme « pistes ».

44. Sur la base de ces constats, le niveau d'exécution du volet pistes est jugé **moyennement insatisfaisant**.

55. **Conservation des eaux et des sols (CES).** Les travaux suivants sont prévus pour être réalisés dans le cadre d'un partenariat entre le Programme et la DPEFLCD : i) Des seuils sur ravins d'une contenance totale de 15000 m³ ; ii) Des cordons en pierres sèches sur 580 ha ; iii) Des murettes en pierres sèches sur 850 ha ; et iv) Des banquettes sur 4500 ha. Le financement et la mise en œuvre des actions de CES précitées seront entièrement assurés par la DREFLCD-NE à travers sa direction provinciale de Taza. La DREFLCD devrait par conséquent inclure dans sa programmation les travaux prévus. Ces travaux accusent des retards et restent subordonnés à la signature de la convention de partenariat.

56. Cependant, bien qu'il n'y ait pas eu de convention passée avec la DPEFLCD, celle-ci a néanmoins réalisé un certain nombre de travaux dans la zone du projet dans le cadre de son propre programme. Les réalisations de la DPEFLCD méritent donc d'être identifiées et documentées car elles contribuent à la gestion durable des ressources naturelles de la zone du projet. Il faut cependant noter que les actions de CES liées aux plantations dans les périmètres d'extension de l'olivier ont été réalisées en totalité (petits impluviums fusibles autour de chaque plant d'olivier).

57. **Recommandations.** La mission recommande ce qui suit :

- (i) Identifier et documenter les actions CES menées par la DPEFLCD dans la zone du projet ;
- (ii) Affecter une partie du budget non alloué au profit de l'augmentation du programme d'infrastructures (PMH pour nouveaux périmètres, création de points d'eaux et abris anti neige).

58. Au vu de ce qui précède, la mission juge le degré de mise en œuvre du volet CES comme **non satisfaisant**. Les mesures convenues pour la composante " **Actions transverses d'infrastructures en appui au développement des filières** " ainsi que les délais et responsabilités pour la mise en œuvre de ces mesures sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Infrastructures d'appui au développement des filières		
1. Renforcer en 2016 les moyens techniques et humains (au moins 2 techniciens permanents et les moyens de transport nécessaires) pour assurer la supervision des chantiers en cours et prévus.	Janvier 2016	UGP
2. Prévoir l'allocation des crédits nécessaires (40 millions DH)	Janvier 2016	Ministère de l'Agriculture
3. Déléguer à la DPA les crédits nécessaires pour la réalisation du restant du programme « pistes ».	Janvier 2016	Ministère de l'Agriculture
4. Identifier les actions CES menées par la DPEFLCD dans la zone du projet	Janvier 2016	UGP
5. Affecter une partie du budget non alloué au profit de l'augmentation du programme d'infrastructures (PMH pour nouveaux périmètres, création de points d'eaux et abris anti neige)	Janvier 2016	UGP

59. En conclusion, le niveau global d'exécution des « Actions transverses d'infrastructures en appui au développement des filières » est jugé **moyennement satisfaisant**.

C-2. Composante II : Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER

C-2.1 Sous-composante appui au développement du financement rural de proximité

60. L'objectif de cette sous-composante consiste à faciliter l'accès au crédit de la population cible, par la diffusion des crédits nécessaires au développement des filières, l'accès au crédit devant se faire à des conditions appropriées aux besoins et contraintes des petits agriculteurs bénéficiaires du projet. Une étude sur les besoins en financement des populations-cibles a été engagée et est en cours de finalisation. Concernant le micro financement un dossier a été établi pour faire bénéficier la zone du projet des produits financiers de la SFDA. Au vu des difficultés d'acceptation des dossiers de création d'AGR et de PMER, notamment du fait de garanties insuffisantes, une réunion de travail a été organisée à Taza entre la mission FIDA, l'UGP, le Directeur Général de la SFDA et le directeur de l'agence provinciale de la SFDA. Le Directeur Général de la SFDA a réitéré l'intérêt de la SFDA à soutenir les initiatives engagées par le projet au profit des petits agriculteurs. Des instructions ont été données à l'Agence SFDA de Taza d'accorder une attention particulière aux dossiers qui seront introduits par le biais du projet et de rendre compte des difficultés éventuelles de gestion de ces dossiers.

C.2.2 Sous-composante promotion des AGR et PMR

61. L'étude sur le diagnostic des potentialités des AGR et PMER dans la zone du programme est en cours. Les objectifs de l'étude sont: i) Le diagnostic et l'accompagnement pendant 6 mois des AGR potentiels et les trois GIE de la filière miel ; ii) Le montage ou la mise à niveau de 31 AGR.

62. L'étude de faisabilité des unités de valorisation (olives de table et concassage des amandes) a été réalisée. Le projet a procédé au montage de deux actions de valorisation de l'olive de table (Kawane et Tahla) avec des coopératives féminines et a appuyé le montage d'un projet multipartenarial (INDH, FIDA) avec le GIE apicole de Smia, qui a été validé par la Province.

63. Le projet finance actuellement 39 AGR et PMER et recherchera des financements auprès de la SFDA, de l'ADS, de l'INDH et autres institutions financières concernées de façon à pouvoir, à terme, arriver à la création de 150 AGR et PMER.

64. Une **coopérative** de jeunes avec possibilité de **financement par le Programme** a été constituée et cette expérience sera étendue à **deux groupes de jeunes fils** d'agriculteurs et un **groupe de jeunes filles** d'agriculteurs (18 bénéficiaires par groupe). Une convention a été signée dans ce cadre et est en cours d'engagement.

65. Au niveau de la formation le projet a assuré une formation diplômante, reconnue par l'Etat, de 15 jeunes ruraux à la Maison Familiale Rurale de Béni Snassen. Cette formation s'est étalée sur 9 mois, sur **une thématique PMER**.

66. Compte tenu de ce qui précède, le niveau d'exécution des activités de la **composante II** est jugé **moyennement satisfaisant**.

67. **Recommandations.** Les mesures, échéances et responsabilités convenues pour améliorer les actions au niveau de la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Acheter les deux études sur les besoins en financement et les potentialités de création d'AGR et de PMER.	Février 2016	UGP
2. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement à soumettre à la SFDA.	1 ^{er} semestre 2016	UGP
3. Etablir un cadre de collaboration avec la SFDA pour le suivi des dossiers de demandes de financement des AGR et PMER.	Mars 2016	DPA et UGP
4. Rechercher des financements auprès des institutions et programmes concernés (SFDA, INDH, ADS...) pour atteindre la création de 150 AGR et PMER à la fin du projet.	2016-2017	DPA et UGP

C-3. Composante III : Renforcement des capacités et appui institutionnel.

68. **Renforcement des capacités.** La déclinaison des réalisations par rapport aux prévisions au titre de cet aspect portera sur les actions d'animation/sensibilisation, les formations, l'alphabétisation fonctionnelle des populations et les voyages et visites.

69. **Animation et sensibilisation.** Il était prévu dans le rapport de conception de mettre en place au niveau de chaque centre de travaux, un animateur et une animatrice pour la sensibilisation des agriculteurs et la préparation du terrain pour la réalisation des plans participatifs de développement des filières (PPDF). Toutefois, et compte tenu des crédits disponibles, seuls un animateur et une animatrice ont pu être recrutés à cet effet. Ce manque a toutefois été comblé par la participation de l'assistance technique, des vulgarisateurs des CT, des agents du service d'appui et de vulgarisation de la DPA et des agents des bureaux d'études qui avaient en charge l'élaboration des PPDF, et qui ont fait le travail d'organisation des réunions, de sensibilisation et de diagnostic et de planification participative des activités. En outre, l'équipe d'animation, sous la direction du sociologue de l'UGP, a fait un remarquable travail de mobilisation et de sensibilisation des communautés sur les objectifs, l'approche et les activités du programme et le travail de mobilisation sociale est avancé pour toutes les activités du projet. Ainsi, près de 500 actions d'animation et de sensibilisation ont été réalisées au profit de 6450 personnes, dont 1420 femmes (22%), ce qui constitue une véritable performance dans ce domaine.

70. **Formations.** Dans le rapport de conception du programme, **il était prévu** de réaliser plusieurs sessions de formation (313 sessions)⁴ dans différents domaines, notamment en gestion des coopératives et des AUEA, oléotechnie, profils variétaux, hygiène et santé des aliments, labellisation, qualité, irrigation, apiculture (production, confection de ruches et commercialisation) marketing. Bien que ce programme de formation ait été engagé avec retard en raison de difficultés liées à la délégation des crédits nécessaires, les **réalisations cumulées** ont été très importantes et se sont élevées à 260 sessions, soit 94% des prévisions. Les domaines qui ont connu des retards sont l'apiculture (39%) et l'olivier (48%). Les réalisations les plus importantes ont concerné la gestion des AUEA (103%). Le nombre total de bénéficiaires a été de 3683 personnes, dont 643 femmes (18%).

71. Les formations ont été efficaces en termes de durée, de répartition en séances en salle et de travaux pratiques, de taux de participation des bénéficiaires, et de qualité des documents distribués aux bénéficiaires. Leur impact est variable selon les filières. Ainsi, les taux d'adoption estimés des techniques enseignées varient de 30% pour l'olivier à 85% en matière d'apiculture et de gestion des périmètres de PMH et des AUEA. Il faut noter toutefois que vu leur nouveauté, les aspects valorisation et marketing ne sont pas encore bien compris par les bénéficiaires. L'efficacité et l'impact des formations auraient pu être mieux cernés si le projet avait suivi un échantillon de bénéficiaires formés pour mesurer de façon précise les progrès réalisés en matière de taux d'adoption des techniques enseignées.

72. Il faut noter également que le programme a, de la propre initiative de l'UGP, engagé une collaboration avec la maison familiale rurale (MFR) des Béni Snassen (Taforhalt) pour la formation de jeunes ruraux susceptibles de constituer des équipes-métiers gérées sous forme coopérative pour effectuer des prestations de services aux agriculteurs de la zone du projet. Un groupe de 16 jeunes a ainsi été formé et deux autres groupes de jeunes (32 personnes) sont en cours de formation.

73. Il faut toutefois remarquer que la recommandation émise lors de la dernière mission de supervision d'engager également un partenariat dans ce sens avec des établissements de formation agricole (ITA d'Oued Amlil) n'a pas encore été suivie d'effet. En ce qui concerne la formation du personnel du projet, aucune réalisation n'a eu lieu par manque d'effectifs nécessaires, et ce en raison de leur plan de charge.

74. **Alphabétisation fonctionnelle :** Le programme a **prévu** d'établir une convention avec des ONG locales pour réaliser l'alphabétisation fonctionnelle de 3000 bénéficiaires dont 2000 femmes. **Les réalisations** ont porté sur la signature de trois conventions avec trois ONG locales à cet effet. De plus, et en accord avec la direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche, le projet a utilisé les manuels d'alphabétisation fonctionnelle utilisés par le ministère dans ses programmes normaux. Ce manuel a été imprimé et distribué aux bénéficiaires. Le démarrage de la première tranche du programme (1440 bénéficiaires, dont 960 femmes), a eu lieu cette année. Un planning des

⁴ Les prévisions initiales étaient libellées en personnes-jours. A des fins de cohérence avec la passation des marchés de formation, celles-ci ont été converties en nombre de sessions de formation.

séances d'alphabétisation a été élaboré en tenant compte du timing des activités agricoles et de la disponibilité des femmes au regard de leurs activités. La deuxième tranche, d'égale importance est prévue pour 2016.

75. **Voyages d'études.** Le rapport de conception avait **prévu** d'organiser 35 voyages au profit des agriculteurs et des cadres et techniciens du projet. Ces voyages **n'ont pas été réalisés** par manque de délégation de crédits.

76. Au total, et compte tenu des efforts louables que le projet a déployés en matière de sensibilisation, d'animation et de formation et de l'impact positif de ces efforts, le niveau d'exécution en matière de renforcement des capacités est jugé **satisfaisant**.

77. **Recommandations.** *Pour ce qui est des formations :* i) *Achever le programme de formation prévu, orienter les futures sessions vers les aspects pratiques et renforcer la formation sur les aspects valorisation et marketing ;* ii) *Elaborer un plan de formation détaillé pour les 3 années restantes, conformément à la recommandation de la mission de supervision de 2015 ;* iii) *Mettre en place un système de suivi de ces formations avec des enquêtes périodiques auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires, de telle sorte que le projet puisse en mesurer de façon plus précise l'efficacité et l'impact en termes de taux d'adoption des techniques enseignées, d'amélioration des rendements des cultures et de fonctionnement des unités de valorisation et des autres PMER et AGR ;* iv) *Convertir les formations destinées aux techniciens en voyages et visites sur des projets innovants soit à l'extérieur soit à l'intérieur du pays. En ce qui concerne les voyages et visites, et compte tenu de leur intérêt, il y aura lieu de les réaliser en les répartissant sur les 2 prochaines années.*

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Achever les formations en les axant sur les aspects pratiques et renforcer les formations sur les aspects valorisation/commercialisation	Continu	UGP, SVA
2. Etablir un plan de formation pour les 3 années restantes du projet	Janvier 2016	UGP, SVA
3. Mettre en place un système de suivi de ces formations avec des enquêtes périodiques auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires	Janvier 2016	UGP, SVA
4. Convertir les formations destinées aux techniciens en voyages et visites sur des projets innovants soit à l'extérieur soit à l'intérieur du pays	Décembre 2016	DPA, UGP, SVA
5. Effectuer les voyages et visites des agriculteurs à répartir sur 2 années	A partir de février 2016	UGP, SVA

D. Avancement de l'exécution du Programme

78. **Gestion et coordination du programme.** En ce qui concerne la gestion du programme, il faut rappeler que le directeur provincial de l'agriculture en est le directeur et le sous-ordonnateur des dépenses. Il est assisté en cela par une UGP assistée par une assistance technique. Le directeur et le directeur-adjoint du programme assurent une bonne coordination entre les services techniques concernés et avec les partenaires du programme. En outre, le comité provincial de coordination du programme se réunit régulièrement, mais pas le comité régional.

79. L'assistance technique à l'UGP pour la mise en œuvre du programme est assurée depuis le lancement effectif du programme par un bureau d'études. La mise en place d'une assistance technique d'appui à la mise en œuvre du projet a été concluante, en ce sens qu'elle est constituée de cadres et de techniciens pluridisciplinaires compétents et efficaces. Tous les profils prévus ont été mobilisés selon les besoins et avec la logistique requise. L'assistance technique est composée: i) d'un directeur-adjoint, ii) d'un comptable, iii) de quatre ingénieurs (agro-économiste, horticoles, génie rural, zootechnicien), iv) d'un sociologue, v) d'un spécialiste en finance rurale et création d'activités génératrices de revenus et de petites et moyennes entreprises rurales, vi) de quatre techniciens (deux en horticulture, un en génie rural et un en PMER) et, vii) de deux animateurs/animateuses.

80. Suite à une mise au point effectuée par la mission avec le chef de l'UGP et le responsable de la gestion financière sur les durées de mobilisation des profils requis, il s'est avéré que la durée de mobilisation complémentaire nécessaire pour l'ingénieur GR et le comptable (36 et 25 hommes-mois respectivement) pourra être couverte par une simple augmentation des durées initialement prévues

dans le marché correspondant, dans la mesure où cette augmentation (2.642.000 Dh) est inférieure au seuil réglementaire de 10%⁵.

81. Sur le plan de l'organisation du travail, du suivi des activités et des performances des membres de l'assistance technique, la mission les juge satisfaisants.

82. Il faut signaler que le programme avait au départ, et durant 2 ans, connu des difficultés de gestion et de mise en œuvre en raison du retard dans le recrutement de l'assistance technique, et donc du démarrage effectif des activités, et du retard dans l'élaboration et la validation des PPDF. Par ailleurs, d'autres contraintes liées à l'exécution des activités peuvent être résumées comme suit : étendue de la zone, contraintes d'ordre climatique⁶, dispersion des actions et difficultés d'accès à certaines localités et sites d'intervention (en haute montagne par exemple), période des travaux de PMH coïncidant avec les périodes d'irrigation.

83. En définitive et mis à part le retard des décaissements (voir section « aspects fiduciaires »), la gestion et la coordination globale du projet est jugée **satisfaisante**.

Planification, programmation des activités (respect de l'approche participative)

84. **Planification.** Le rapport de conception a prévu l'élaboration participative et ascendante de plans participatifs de développement des quatre filières retenues. Ces plans ont effectivement été établis, après toute une campagne de sensibilisation et de réunions avec les populations concernées. Ces plans constituent l'outil principal pour la définition et la programmation participative des actions à réaliser par le projet et la plateforme opérationnelle de travail élaborée et validée par tous les intervenants et encadre toutes les actions à mettre en œuvre pour la conduite du projet et, au-delà, pour toutes les interventions de développement économique et social de la zone. Ces plans constituent la feuille de route des actions à entreprendre au profit des territoires concernés et un plan d'investissement et d'accompagnement de chaque terroir pour plusieurs années. Le choix des filières agricoles comme point d'entrée à la planification des actions de développement s'était fondé sur le fait qu'elles constituent le noyau central de création de richesses dans des zones où les opportunités de développement économique hors agriculture sont limitées et reposent essentiellement sur ces filières à l'amont (par la mise en place de conditions pour une amélioration de la productivité agricole) et à l'aval par la création de valeurs ajoutées additionnelles au profit des producteurs par la valorisation et une meilleure commercialisation. Outre les actions directement liées au développement de ces maillons des chaînes de valeur, la planification a concerné également des actions visant l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et d'accès aux services sociaux de base (désenclavement, adduction d'eau potable).

85. **Programmation annuelle.** L'UGP a préparé annuellement un PTBA, qui comprend une description détaillée des activités de chaque année, l'utilisation des fonds ainsi qu'un plan de passation des marchés, et les soumet au comité provincial, à l'ADA et au FIDA pour validation. Au total, 4 PTBA ont ainsi été élaborés et validés entre 2012 et 2015. Pour ce qui est de la **conformité des PTBA avec les ressources financières déléguées ainsi que la cohérence entre les PTBA et l'exécution**, il faut signaler la nette amélioration intervenue durant les deux dernières années⁷. En conséquence, cette cohérence est jugée **moyennement satisfaisante**.

86. **Recommandations.** i) Veiller à ce que tous les crédits prévus dans le PTBA 2016 soient délégués à la DPA ; et ii) Allonger la durée de mobilisation de l'ingénieur GR et du comptable de l'assistance technique.

Mesures convenues	Echéances	Responsabilités
109. Veiller à ce que tous les crédits prévus dans le PTBA 2016 soient délégués à la DPA	Janvier 2016	MAPM (DF et ADA)
110. Allonger la durée de mobilisation de l'ingénieur GR et du comptable de l'assistance technique.	Janvier 2016	MAPM (DF et ADA)

87. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation mis en place est performant en matière de traitement et de consolidation des données, notamment des indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau. Concernant les indicateurs de 2^{ème} niveau, et suite à la recommandation de la dernière mission de supervision, des fiches d'enquête ont été établies par l'équipe du projet pour recueillir les premiers

⁵ Qui correspond à 2.751.240 Dh.

⁶ La période de froid et de gel s'étend sur 5 mois, ce qui entrave la réalisation des travaux.

⁷ Cependant, il faut souligner : la légère diminution des crédits alloués au projet par rapport aux prévisions des PTBA de 2015.

effets des activités engagées et des critères ont été établis pour mesurer la fonctionnalité des organisations professionnelles. Toutefois, des données doivent encore être rassemblées et des enquêtes complémentaires devront être réalisées sur un échantillon représentatif pour évaluer ces indicateurs. En outre, le nombre de bénéficiaires des activités du projet semble largement sous-estimé par rapport aux réalisations enregistrées et aux chiffres communiqués pour le SYGRI. D'autre part, il y a eu récemment un changement de personne suite au départ du spécialiste suivi-évaluation et il est important que le nouveau responsable soit parfaitement au courant de la méthodologie adoptée par son prédécesseur afin d'assurer la continuité. Il faut également noter que les rapports d'activité semestriels ne sont pas envoyés au FIDA. En définitive, l'exécution au niveau du suivi-évaluation est jugée moyennement satisfaisante.

88. Recommandations. Afin d'améliorer le système de suivi-évaluation, la mission recommande ce qui suit : i) Améliorer les fiches d'enquête relative à la collecte des effets et impacts du projet ; ii) Elargir l'échantillon de ces enquêtes ; iii) Compléter les informations collectées par d'autres indicateurs d'effets et impacts ; iv) Engager les enquêtes dès cette année ; v) Revoir le nombre de bénéficiaires des actions du projet, qui semble sous-estimé, et corriger en conséquence les rapports SYGRI ; et vi) Envoyer au FIDA les rapports d'activité semestriels.

Tableau récapitulatif des recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Améliorer les fiches d'enquête relative à la collecte des effets et impacts du projet.	Janvier 2016	UGP
2. Elargir l'échantillon de ces enquêtes.	Janvier 2016	UGP
3. Compléter les informations collectées par d'autres indicateurs d'effets et impacts.	Janvier 2016	UGP
4. Engager les enquêtes.	Février 2016	UGP
5. Revoir le nombre de bénéficiaires des actions du projet et corriger en conséquence les rapports SYGRI.	Janvier 2016	UGP
6. Envoyer au FIDA les rapports d'activité semestriels.	Juin 2016 puis tous les 6 mois	UGP

89. Efficacité des prestataires de services. Le programme a engagé des marchés avec différents prestataires de services (études, formations, fournitures et travaux). Globalement, l'efficacité de leurs prestations est très bonne mais varie en fonction des domaines d'intervention: i) En ce qui concerne les entreprises de travaux, sur les 31 entreprises qui ont travaillé dans la zone, 26, soit 85% ont été performantes en matière de conformité aux CPS, notamment en termes de respect des délais et de qualité des travaux, 4 ont été moyennes et 1 a été faible. Elles ont en outre fait preuve d'une flexibilité remarquable dans leurs relations avec le maître d'ouvrage, l'assistance technique, et avec les bénéficiaires ; ii) Pour ce qui est des bureaux d'études, sur les 9 bureaux ayant travaillé avec le projet, 6 (soit 66%) ont été performants ; iii) Pour les fournisseurs de biens, la performance a été de 100%. En définitive, les performances des prestataires de services sont jugées **satisfaisantes**.

90. Ciblage. Le ciblage prévu dans le rapport de conception est bien respecté pour toutes les actions déjà lancées. Ainsi les bénéficiaires des actions d'extension et de réhabilitation des plantations d'olivier ont moins de 1,25 ha, les bénéficiaires des activités de PMH ont moins de 0,75 ha, ceux du développement de la filière apicole ont en moyenne 2 à 3 ruches, et ceux de la filière viande ont moins de 25 têtes ovines et caprines. En ce qui concerne les activités d'aval et de création d'AGR et de PMER à lancer, le programme cible également les petits producteurs et leurs organisations de base ainsi que les femmes et les jeunes sans emploi. L'état d'exécution au niveau du ciblage est donc jugé **satisfaisant**.

91. Organisation des bénéficiaires. Le programme a déployé des efforts importants en matière d'organisation des bénéficiaires. Ainsi, le projet a créé 100 organisations des bénéficiaires (GIE, coopératives et AUEA) qui s'ajoutent aux 40 qui existaient avant le démarrage du projet, dont 3 GIE (olivier et apiculture) regroupant 24 coopératives. Au total, la zone du projet comprend 141 OPA⁸, ce qui est remarquable dans une zone où il y avait une faible propension chez les agriculteurs à s'organiser.

92. Par ailleurs, l'UGP a mis en place un système de suivi basé sur une grille d'indicateurs de performance de ces organisations. Ce système de suivi des tendances d'évolution permettra à

⁸ Dont : filière olivier : 11, filière amandier : 5, filière miel : 89, AUEA : 36.

l'équipe d'avoir en continu une visibilité, par volet et par indicateur, pour chaque OPA et durant le cycle du projet. En outre, ce système laissera à la DPA une plateforme pour un suivi à moyen et long terme, à exploiter même après le projet.

93. Les résultats des premières évaluations de la fonctionnalité de ces organisations révèlent que, comparée à la situation initiale, la fonctionnalité des OPA s'est beaucoup améliorée grâce aux nombreuses séances de sensibilisation et de formation dont elles ont bénéficié et grâce à l'accompagnement effectué par les agents de la DPA, des CCA et de l'assistance technique. Ainsi, sur 100 OPA analysées, 40% sont jugées fonctionnelles, 42% sont moyennement fonctionnelles et 24% ne sont pas fonctionnelles. Toutefois, des efforts importants restent à déployer en matière d'autonomisation de ces institutions dans la mesure où on peut considérer que seules les OPA fonctionnelles aujourd'hui peuvent être considérées comme autonomes. En définitive, on peut dire qu'en matière de **renforcement des organisations**, les performances du projet sont **satisfaisantes**, mais qu'en matière d'**autonomisation** de ces organisations, elles sont **moyennement satisfaisantes**.

94. **Recommandation.** i) Renforcer l'encadrement des OPA jugées non fonctionnelles par une intensification des formations, surtout sur les aspects gestion et administration ; ii) Organiser des voyages et visites auprès d'OPA fonctionnelles de la zone et en dehors de la zone ; iii) Etablir un planning de suivi rapproché de ces OPA par les équipes concernées de l'assistance technique, de la DPA et des CCA.

Tableau récapitulatif des recommandations sur les OPA

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Renforcer l'encadrement des OPA jugées non fonctionnelles par une intensification des formations, surtout sur les aspects gestion et administration.	Mai 2016	DPA, UGP, SVA
2. Etablir un planning de suivi rapproché de ces OPA par les équipes concernées de l'assistance technique, de la DPA et des CCA.	Janvier 2016	DPA, UGP, SVA
3. Organiser des voyages et visites auprès d'OPA fonctionnelles de la zone et en dehors de la zone.	Février 2016	DPA, UGP, SVA

95. **Intégration de la femme dans les activités du projet⁹.** L'UGP a déployé des efforts appréciables pour intégrer les femmes dans les filières retenues par le programme, notamment dans les actions déjà lancées. L'UGP a porté une attention particulière à la mobilisation des femmes, à leur formation et a encouragé leur intégration dans des OP (20% de femmes adhérentes, et 36% de femmes membres des organes d'administration des OPA) ou l'établissement d'OP spécifiquement féminines (5 coopératives). On constate également une assez bonne participation des femmes aux programmes de renforcement des capacités techniques (27% de femmes bénéficiaires des sessions de formation technique concernant le développement des filières). En outre, et fait nouveau dans la zone, celles-ci participent aux travaux de plantation, qui étaient auparavant réservés exclusivement à la main d'œuvre masculine, et sont payées au même salaire que les hommes. Cependant, il faut reconnaître que les organes d'administration des OPA (associations et coopératives) sont encore essentiellement composés d'hommes. La mission juge **satisfaisants** les efforts entrepris par l'UGP en matière d'intégration de la femme dans les activités du programme.

96. **Partenariat.** A la conception du programme, **plusieurs conventions de partenariat avaient été prévues** avec les organisations de bénéficiaires, avec des associations et avec des institutions publiques. A la date de la mission, 66 conventions de partenariat ont été établies avec les organisations de bénéficiaires (7 conventions avec les GIE sont prévues pour fin décembre 2015) et 7 conventions ont été établies avec des partenaires publics et privés (associations). Trois conventions jugées inutiles n'ont pas été établies (ANARBOM, FIVIAR, ODCO). Il faut signaler que pour la convention avec l'ITA de Oued Amlil pour la formation de jeunes en vue de constituer de petites entreprises de services¹⁰, le projet a fait le nécessaire mais l'Institut n'a pas encore réagi. En outre, la convention avec l'ANOC, primordiale pour la mise en œuvre de la sous-composante viandes rouges, connaît des retards en matière d'engagement des activités qui y sont prévues. Globalement, et compte tenu des efforts qui ont été déployés par le projet en matière de contractualisation des interventions avec les bénéficiaires, le niveau d'exécution du volet partenariat est jugé **satisfaisant**.

⁹ Prise en compte de l'équité hommes-femmes dans le PSR.

¹⁰ Qui constitueront des équipes-métiers à l'instar du PDFAZMH (Haouz) qui ont démontré leur pertinence et leur efficacité.

97. **Recommandations.** i) *Signer les 7 conventions restantes avec les GIE ; ii) Signer la convention avec l'ITA d'Oued Amlil pour la formation de petites entreprises de services ; iii) Accélérer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC et y annexer un chronogramme de réalisation, des indicateurs de résultats et des modalités de suivi conjoint.* Les mesures convenues pour améliorer le partenariat sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Signer les 7 conventions restantes avec les GIE	Janvier 2016	DPA, UGP
2. Conclure une convention de partenariat avec l'ITA de Oued Amlil pour la formation et la constitution de petites entreprises de services (équipes-métiers)	Janvier 2016	DPA, UGP, SVA
3. Etablir un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs et des modalités de suivi conjoint de la convention avec l'ANOC.	Janvier 2016	DPA, UGP, ANOC

98. **Degré de focalisation du projet sur la lutte contre la pauvreté.** La zone du projet est constituée, dans sa plus grande partie, d'une population caractérisée par un taux de pauvreté et de vulnérabilité très élevé¹¹. Conformément aux orientations du rapport de conception, toutes les activités du projet ont ciblé cette population¹². En conséquence, la mission juge **très satisfaisant** le degré de focalisation des activités du projet sur la lutte contre la pauvreté.

99. **Sécurité alimentaire.** La sécurité alimentaire doit logiquement s'améliorer chez la population puisque différentes composantes du projet sont de nature à y contribuer. C'est le cas en particulier des interventions en matière de PMH qui permettront une extension de la superficie irriguée, donc une plus grande mobilisation des eaux pour l'irrigation, une diversification culturale, un accroissement du taux d'intensification des cultures et donc de meilleurs rendements des cultures. Par ailleurs, le développement des quatre filières, à l'amont et à l'aval, permettra de couvrir les besoins en auto-consommation des ménages et de dégager un surplus commercialisable, dont les recettes de ventes amélioreront notablement les revenus des bénéficiaires et permettront par conséquent de garantir leur sécurité alimentaire. En outre, l'amélioration du revenu des bénéficiaires d'AGR au profit des femmes et des jeunes, contribuera également à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. Ceci étant dit, vu le retard d'exécution qu'a connu le projet, et en l'absence d'enquête sur la question, il est difficile d'indiquer, chiffres à l'appui, dans quelle mesure la sécurité alimentaire s'est améliorée dans la région. Par conséquent, et sur la base de ce qui précède, ce volet est jugé **moyennement satisfaisant**.

100. **Recommandations.** *En matière de ciblage et d'intégration de la femme dans les activités du projet, la mission recommande de : i) Réaliser la formation genre et ciblage le plus rapidement possible au profit de tout le personnel chargé de la mise en œuvre du programme ; et ii) Sensibiliser encore davantage les OPA sur la représentativité des femmes dans leurs organes d'administration.* Les mesures convenues en matière de ciblage et de genre sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéances	Responsabilités
1. Sensibiliser les OPA pour que les femmes soient représentées dans leurs organes de décision	Continu	UGP, SVA
2. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du Programme	Février 2016	UGP, SVA

E. Aspects fiduciaires

101. **Qualité de la gestion financière (Moyennement satisfaisant).** L'équipe fiduciaire de l'UGP est composée d'un comptable ayant un contrat avec le bureau de conseil en charge de l'exécution du projet. Le responsable comptable dispose d'une large expérience de 40 ans au niveau du Trésor Public Marocain et précisément dans les projets financés par les bailleurs de fonds internationaux.

102. Le responsable comptable de l'UGP prépare l'ensemble des informations comptables et financières relatives au projet et les transmet au Service support de la DPA gestionnaire du système de comptabilité générale publique GID « Gestion Intégrée de la Dépense ». Ce dernier prend en charge les écritures d'engagement des crédits et de paiement des dépenses.

¹¹ Jusqu'à 66% dans les communes de haute montagne. Lors de l'enquête rurale participative engagée lors de la conception du projet, il s'est avéré que 90% de la population enquêtée était pauvre à très pauvre et appartenait donc au groupe-cible du FIDA.

¹² Voir ci-dessus paragraphe « ciblage ».

103. Le bordereau d'émission, les avis de virement, la copie du marché, le décompte/facture et les PV de réception sont établis, en collaboration entre l'UGP et la DPA, puis transmis aux Directions Centrales concernées pour validation et transmission au FIDA pour remboursement. Ce circuit de validation nécessite approximativement une période de 2 mois avant transmission de la demande de remboursement au FIDA. Le formulaire 101 ainsi que le reporting périodique des crédits engagés et émis sont établis trimestriellement et ne sont pas supportés par le système de comptabilité générale publique GID.

104. La mission a constaté que le contrat avec le responsable comptable a été consommé à hauteur de 72% sur un total de 50 homme/mois prévus dans le budget du projet. Afin d'assurer une continuité dans la qualité de traitement et préparation des informations financières relatives au projet, la mission recommande une extension du contrat du responsable comptable jusqu'à la clôture du projet. Ce contrat peut être flexible pour tenir compte des besoins réels du projet.

105. La mission recommande que l'UGP soit doté d'un logiciel de gestion comptable et financière qui prend en compte les spécificités techniques et financières du projet et des modalités de financement.

106. **Décaissements sur le prêt FIDA (Insatisfaisant).** A date de la mission, le taux global de décaissement à partir du fonds du gouvernement est de 21% du coût total du programme y compris la part des bénéficiaires. Par ailleurs, les taux de décaissement sont respectivement de 27% sur le prêt FIDA, 55% sur le don FIDA et les émissions sur la contrepartie du gouvernement sont de 8%. Même si le décaissement a connu une nette amélioration sur la période Mai (date de la dernière mission de supervision) - Novembre 2015, il demeure très faible par rapport au cycle de vie du projet.

107. Les décaissements sur le prêt s'élèvent à SDR 1,788 million soit 12% du montant du prêt. Au cours de l'exercice 2015, un premier décaissement sur le don, de l'ordre de SDR 73.5 million a été réalisé pour porter le taux de décaissement à 22% pour le don.

Tableau 1: Décaissements sur le Prêt FIDA No. 831-MA et Don

	Montant affecté (million)	Taux de décaissement %	Date d'entrée effective	Date d'achèvement	Date de clôture
Prêt FIDA	SDR 14.74	12%	01/09/2011	30/09/2018	31/03/2019
Don FIDA	SDR 0.5	22%	01/09/2011	30/09/2018	31/03/2019

108. Les procédures de transmission et de traitement des demandes de remboursement affectent considérablement les décaissements sur les fonds du prêt FIDA et créent une déviation de 15% entre les fonds réellement décaissés sur le Trésor Public Marocain et ceux remboursés par le FIDA.

109. Considérant le plan d'émission (paiement des prestataires) établi par l'UGP, le projet atteindra un niveau de décaissement sur le prêt FIDA de l'ordre de 27%, soit un total de 50.4 MDH à fin décembre 2015. L'UGP a élaboré le tableau prévisionnel des décaissements tel que présenté ci-dessous.

Tableau 2: Prévision de décaissements sur le Prêt

Année	Période	Montant à payer	Montant à décaisser	Cumul des décaissements	Taux de décaissement
Antérieur	Déjà effectué	40 577 384,09	33 814 486,74	33 814 486,74	18%
2015	4 ^{er} Trimestre	20 000 000,00	16 666 666,67	50 481 153,41	27%
TOTAL 2015 et antérieur		60 577 384,09	50 481 153,41	50 481 153,41	27%
TOTAL 2016		63 000 000,00	52 500 000,00	102 981 153,41	56%
TOTAL 2017		46 000 000,00	38 333 333,33	141 314 486,74	76%
TOTAL 2018		18 500 000,00	15 416 666,67	156 731 153,41	85%
TOTAL GENERAL		164 154 768,18	175 128 973,48	156 731 153,41	85%

La revue par la mission des états certifiés de dépenses confirme la bonne tenue de ces dernières. Les justificatifs sont disponibles.

110. Contrepartie du gouvernement (Moyennement satisfaisant) Cette contrepartie constitue la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et l'acquisition des moyens de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du Programme (carburants, équipements et matériel) ainsi que sur la contribution du FDR. A la date de la mission, cette contribution cumulée représente 8% des prévisions globales du plan de financement du Programme. Pour l'exercice 2015, la contribution du gouvernement budgétisée au niveau du PTBA s'élève à 41.46 MDH, soit 17.5 MDH pour la partie taxes et 23.96 MDH pour la contribution du FDR.

111. A cette date, la contribution du gouvernement s'est limitée au remboursement de la taxe pour un volume de 4 MDH, soit 22% du total budgétisé. La contribution au FDR sera exécutée avant fin 2015 puisque les appels d'offres relatifs à cette composante seront prévus pour début décembre 2015 pour un volume global de 23.96 MDH. Le suivi de cette même contribution par catégorie de dépenses et par composante est établi sur des fichiers extracomptables par le responsable Suivi et Evaluation et non pas le responsable comptable.

112. La mission recommande que le suivi de la contrepartie du gouvernement par catégorie et composante soit effectué au niveau du système de gestion financière.

113. Contribution des bénéficiaires. La contribution des bénéficiaires est estimée dans le plan de financement du programme à 28,254 MDH, soit 8,5% du coût total du projet. Ces contributions sont en nature et portent principalement sur la cession provisoire des terres pour une durée de 2 ans pour les filières oliviers et amandiers, et les coûts de création des coopératives et des GIE. Il est à noter qu'au niveau du système de gestion financière de l'UGP, la contribution des bénéficiaires n'est pas prise en compte. Aucun modèle financier n'a été établi par l'UGP pour le suivi de cette contribution. Toutefois, une estimation de la contribution des bénéficiaires a été établie à 5,99 MDH, soit 21% du total prévu par le projet. La mission recommande que le suivi de la contribution des bénéficiaires soit établi selon des règles bien définies et qu'il soit effectué au niveau du système de gestion financière.

114. Concordance des allocations budgétaires avec les PTBA. Le tableau ci-après résume les montants alloués par l'Etat par rapport aux montants demandés par le projet (en MDH).

Tableau 3: Résumé des allocations budgétaires allouées au Projet par l'Etat

Montants des crédits	2011	2012	2013	2014	2015
1. Demandés par le projet	39.56	51.17	59.99	106.4	110.09
2. Alloués par l'Etat	39.56	51.17	65.36	112.6	105.246
- Alloués/demandés	100%	100%	109%	106%	96%

115. Il en ressort que le pourcentage des montants alloués par l'Etat par rapport aux montants demandés par le projet est passé de 100% en 2011 à 96% en 2015. La cohérence entre les crédits demandés dans le cadre des PTBA et les crédits alloués est jugée **satisfaisante**.

116. Récapitulation de la situation financière du projet. La synthèse des principaux indicateurs financiers du projet est retracée dans le tableau suivant.

Tableau 4: Récapitulatifs de la situation financière du Projet (en MDH) de 2011 à 2015

Montants des crédits	2011	2012	2013	2014	2015
1. Demandés par le projet	39.56	51.17	59.99	106.4	110.09
2. Alloués par l'Etat	39.56	51.17	65.36	112.6	105.246
3. Engagés par l'UGP	3.29	42.89	60.23	103.27	78.35
4. Payés par le trésor	0.26	0.27	1.99	27.86	24.09
- Alloués/demandés	100%	100%	109%	106%	96%
- Engagés/alloués	8%	84%	92%	92%	74%
- Payés/engagés	8%	1%	3%	27%	31%

117. **Conformité à l'accord de financement (Satisfaisant, 5).** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées dans leur globalité à part la communication tardive au FIDA du rapport d'audit pour l'exercice 2014. A ce niveau, le degré de mise en œuvre est **satisfaisant**.

118. **Passation des marchés. (Satisfaisant).** Depuis le démarrage du projet, L'UGP a engagé 72 marchés, 5 conventions et 7 bons de commande pour un montant total de 155 MDH. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et bons de commande et a constaté la bonne appropriation par l'UGP de la procédure de passation des marchés. Compte tenu de ce qui précède, la conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est **satisfaisante**.

119. **Gestion des contrats.** Les paiements effectués sont conformes à l'état d'avancement physique et financier et aux modalités de paiement stipulées dans les contrats.

120. **Registre des contrats.** La tenue des registres de gestion ainsi que les informations requises sur les marchés passés sont à jour et conformes au modèle du FIDA.

121. **Archivage.** L'archivage des dossiers est bien fait et leur consultation peut être faite à tout moment.

122. **Qualité et ponctualité des audits. (Moyennement insatisfaisant).** L'audit externe du programme pour l'exercice 2014 a été effectué par l'IGF, et reçu par le FIDA en date du 5 Octobre 2015. Le rapport d'audit avait formulé des observations d'ordre organisationnel (faible implication et appropriation du projet par certains agents de la DPA), de suivi (situations de suivi de l'exécution physique insuffisamment documentées) et d'ordre financier (ordonnancement tardif des dépenses et retard dans la présentation des demandes de remboursement). Ces observations ont été soulevées au cours de l'audit de l'exercice 2013 et demeurent en majorité non résolues à la date de la revue de mi-parcours.

123. Egalement, le rapport de l'auditeur a émis des réserves relatives au respect des règles nationales du processus de passation de marchés tel que la non exigence du certificat de qualification et de classification pour les marchés de plus de 1 MDH, l'absence de certaines données actualisées tel que les catalogues de produits pour les soumissionnaires. La mission a observé que des actions correctives ont été mises en place pour les contrats signés au cours de l'année 2015.

124. Le rapport d'audit ne présente pas les états financiers conformément aux modèles préconisés par le FIDA. Le niveau d'exécution est donc **moyennement insatisfaisant**.

125. **Recommandations.** Le tableau suivant récapitule les recommandations sur les aspects financiers.

Mesures convenues	échéance	Responsables
1. L'UGP doit se doter d'un logiciel de gestion comptable et financière qui prend en compte les spécificités techniques et financières du projet ¹ .	Fin 1er trimestre 2016	Coordinateur du projet
2. Accélérer le processus de communication des DRF au FIDA.	Fin 1er trimestre 2016	UGP et DB
3. Suivi de la contrepartie du Gouvernement et de la contribution des Bénéficiaires sous le système de gestion financière et comptable	Fin 1er trimestre 2016	UGP
4. Assurer que le rapport d'audit réponde aux exigences du FIDA et soit communiqué dans les temps requis.	30/06/2016	Coordinateur du projet/Responsable Comptable/IGF
5. Revoir la réallocation des fonds non alloués.	31/12/2015	Coordinateur du projet
6. Etendre le contrat du responsable comptable jusqu'à la clôture du projet	1 ^{er} trimestre 2016	Coordinateur du projet

F. Réallocation des ressources financières

126. L'examen à mi-parcours a mis en évidence un certain nombre de contraintes qui ne permettent pas de réaliser les activités telles que programmées initialement, notamment pour les activités en aval des filières agricoles. Les résultats atteints ont par ailleurs suscité de nouveaux besoins à satisfaire en vue de renforcer l'impact du programme. Ces évaluations ont amené la mission à proposer certains réaménagements dans le programme qui impliquent une réallocation des ressources financières du projet. Ces propositions ont fait l'objet d'une présentation et d'une discussion au niveau

de la réunion de restitution tenue au siège de l'ADA le 30 novembre 2015. La partie marocaine a exprimé son accord de principe sur la nature des réaménagements dans le programme et sur les mesures de réallocation proposées. Après étude par l'ADA la proposition finale acceptée par l'ADA est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5: Proposition de réallocation des ressources à mi-parcours

Consistance	Avant mi-parcours		Après mi-parcours		Observations
	Physique	Financier	Physique	Financier	
Valorisation olives	1 Unité de mise en bouteilles 1 Unité de stockage de l'huile d'olive 1 Unité d'olive de table 3 Unités de conserve traditionnelle d'olives de table pour femmes	1 284 000,00	2 Unités de conserve traditionnelle moyenne	2 000 000,00	La différence sera comblée par la réaffectation d'une partie du non alloué et du budget initialement alloué à l'appui à SFDA et AMC
	24 Bassins pour le stockage du grignon et de la margine		1 Unité de conserve moderne moyenne	4 000 000,00	
	2 PMER	600 000,00	10 PMER	3 000 000,00	
	Total 1	1 884 000,00	Total 1	9 000 000,00	
Valorisation amandes	4 petites unités de concassage d'amandes	1 400 000,00	1 unité de concassage d'amandes	2 200 000,00	
	Réhabilitation de l'amandier	1 800 000,00			
	Total 2	3 200 000,00	Total 2	2 200 000,00	
Valorisation du miel	Aménagement de 20 locaux pour coopératives apicoles	600 000,00	Construction et aménagement de 3 locaux pour GIE de miel	3 900 000,00	
	Aménagment de 3 locaux pour unions de coopératives	600 000,00			
	Total 3	1 200 000,00		3 900 000,00	
Appui aux AMC et SFDA/PMER	Appui à la SFDA pour le développement de son réseau	2 324 000,00	Action Annulée	0	
	Appui à une AMC				
	Total 4	2 324 000,00	Total 4	0	
Non alloué	-	15 000 000,00	Extension plantations amandiers sur 400 ha	4 500 000,00	
			Aménagement PMH pour 4 nouveaux périmètres	5 500 000,00	
			Matériel d'extraction de miel	1 000 000,00	
	Total 5	15 000 000,00	Total 5	11 000 000,00	
Viande rouge	Centre d'engraissement	4 000 000,00	Aménagement/création de 6 points d'eau	650 000,00	
			Construction de deux abris anti neige	850 000,00	
	Total 6	4 000 000,00	Total 6	1 500 000,00	

G. Durabilité

127. Durabilité institutionnelle. Il faut tout d'abord souligner que le programme s'inscrit dans le cadre des stratégies du gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural, notamment dans les zones de montagne, et de renforcement des capacités des agriculteurs (Initiative nationale de développement humain, Plan Maroc vert- pilier II, stratégie de développement rural et stratégie de conseil agricole). Ce qui implique, d'une part, que des synergies et convergences d'action entre les institutions chargées de la mise en œuvre de ces stratégies et le programme sont constamment recherchées, et d'autre part, que la continuité des interventions sera assurée par ces structures, à l'exemple des activités de PMH dont le reste à réaliser sera pris en charge dans le cadre du programme national. En outre, le programme est fondé sur l'organisation systématique des bénéficiaires en associations, groupements, coopératives et organisations de second degré (GIE, fédérations), légalement constitués et officiellement agréés, pour mettre en œuvre les activités. Ces institutions ont déjà bénéficié de programmes de formation pour le renforcement de leurs capacités en organisation, gestion et conduite des opérations, ce qui est un facteur important de garantie de la pérennité de ces institutions.

128. Durabilité économique et financière. Les actions prévues par le programme en termes d'investissements physiques, de formation et d'accompagnement pour le développement des filières appuyées, à l'amont et à l'aval, auront pour résultat une amélioration consistante et durable des revenus des bénéficiaires. Les actions prévues au niveau de la composante II « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » en particulier, sont de nature à pérenniser les projets des promoteurs et à capter de la valeur ajoutée à

travers la valorisation, générant ainsi des revenus supplémentaires durables pour les ménages ruraux, notamment pour les femmes. Ces actions constituent des gages de durabilité économique sociale. De plus, les mécanismes de financement des petits agriculteurs et de leurs coopératives, mis en place par le MAPM et le Crédit agricole du Maroc, par le biais de la SFDA¹³, entièrement dédiée à ces catégories d'acteurs économiques pour le financement de leurs investissements propres au niveau de leurs exploitations et des unités de valorisation, constituent un gage de durabilité économique et financière. L'intérêt marqué par la Direction Générale de la SFDA de suivre, à titre d'opération pilote, les procédures d'études des dossiers de demande de financement engagées dans le cadre du programme est de nature à assurer un traitement approprié des demandes.

129. Durabilité technique. La qualité technique des réalisations effectuées dans le cadre du projet, la perspective de mise en place d'équipes-métiers pour la fourniture de prestations techniques aux agriculteurs, à l'instar de ce qui s'est fait dans le PDFAZMH, ainsi que le renforcement des structures de conseil agricole de proximité constituent des gages de durabilité technique de ces investissements.

130. Durabilité environnementale. La mise en œuvre du programme prend en ligne de compte les impératifs de préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, la réalisation des aménagements hydro-agricoles, l'amélioration des techniques d'irrigation, le renforcement des capacités des AUEA, contribueront à améliorer la gestion rationnelle de l'eau et à préserver les ressources hydriques. Les nouvelles plantations contribuent à mieux fixer le sol et donc à lutter contre l'érosion. La réhabilitation des vergers, en développant les bonnes pratiques de conduite des vergers (fertilisation organique et minérale raisonnée, utilisation rationnelle des produits phytosanitaires, réalisation d'impluvium) sont de nature à limiter les impacts environnementaux. Les études de faisabilité qui seront menées avant la réalisation des unités de transformation prendront obligatoirement en compte l'impact environnemental des réalisations. Les unités de valorisation prévues dans le cadre du programme pour le développement des filières n'auront ainsi aucun impact environnemental négatif ; bien au contraire, pour la filière amande, l'activité de concassage aura un impact environnemental positif dans la mesure où les coques seront utilisées comme source d'énergie en remplacement du bois.

131. Participation des bénéficiaires. La participation des bénéficiaires au projet est jugée **satisfaisante** dans la mesure où : i) Les formations ont enregistré des taux de participation élevés par rapport aux effectifs attendus des sessions organisées (autour de 90% tous thèmes confondus) ; ii) Les bénéficiaires participent aux travaux de plantation ; iii) Les coopératives auxquelles les parcelles de plantations ont été cédées ont commencé à en assurer la gestion collective ; iv) Un GIE pour la filière miel a pu obtenir un local de la commune ; v) Les coopératives qui vont bénéficier des unités de valorisation, la coopérative TAWMATINE (unité de conserve d'olives traditionnelles, la coopérative CHAJARA MOUBARAKA (unité moyenne de conserve d'olives de table) et les coopératives WAHDA et NASR participeront respectivement par la mise à disposition des terrains nécessaires pour la mise en place de ces unités, 300 m² (coût : 90.000 DH), 1000 m² (coût : 300.000 DH) et 1000 m² (coût : 300.000 DH).

132. Efficacité des prestataires de services. Le programme a engagé des marchés avec différents prestataires de services (études, formations, fournitures et travaux). Globalement, l'efficacité de leurs prestations est très bonne mais varie en fonction des domaines d'intervention : i) En ce qui concerne les entreprises de travaux, sur les 31 entreprises qui ont travaillé dans la zone, 26, soit 85% ont été performantes en matière de conformité aux CPS, notamment en termes de respect des délais et de qualité des travaux, 4 ont été moyennes et 1 a été faible. Elles ont en outre fait preuve d'une flexibilité remarquable dans leurs relations avec le maître d'ouvrage, l'assistance technique, et avec les bénéficiaires ; ii) Pour ce qui est des bureaux d'études, sur les 9 bureaux ayant travaillé avec le projet, 6 (soit 66%) ont été performants ; iii) Pour les fournisseurs de biens, la performance a été de 100%. En définitive, les performances des prestataires de services sont jugées **satisfaisantes**.

133. Possibilités de reproduction à plus grande échelle. Le PDFAZMT présente toutes les conditions d'un développement rural intégré alliant : i) Développement intégré amont et aval des filières les plus adaptées aux zones de montagne ; ii) Résorption des déficits que connaissent ces zones en matière d'infrastructures ; iii) Approche participative dans la planification et la mise en œuvre des activités ; iv) Développement de partenariats multi-acteurs et multiformes ; v)

¹³La société financière de développement agricole, plus connue sous son nom commercial de Tamwil Al Fallah.

Rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles ; et vi) Renforcement des organisations de base. Il constitue en cela, un modèle de développement de ces écosystèmes particuliers et présente donc des potentialités avérées de reproduction et d'élargissement aux autres zones de montagne du pays. Avec l'élaboration récente par le Maroc d'une stratégie de développement des zones de montagne, ce type de projets constitue par conséquent la meilleure façon de l'opérationnaliser, sous réserve d'en améliorer les modalités de mise en œuvre en tenant compte des contraintes et des enseignements tirés. En conséquence, le potentiel de répliquabilité du projet à plus grande échelle est jugé **satisfaisant**.

134. **Stratégie de sortie et de désengagement du programme.** L'élaboration d'une stratégie de désengagement n'étant prévue que pour la quatrième phase du programme, celle-ci n'a pas encore été établie. Toutefois, on note que les activités menées jusqu'à présent sont de nature à faciliter le désengagement du Programme. Ainsi, la création et le renforcement des capacités des groupements, coopératives et GIE, ainsi que l'appui des partenaires pour leur accompagnement sont de nature à garantir une prise en charge par les bénéficiaires du développement des filières concernées après la phase d'investissement du programme. Par ailleurs, le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie à long terme de développement agricole et rural du Maroc et dans le cadre de la stratégie de conseil agricole, ce qui constitue un gage de pérennisation post programme (voir ci-dessus, section durabilité). La mission estime donc que les prémices d'une stratégie de sortie réussie existent, mais que celle-ci doit être formalisée par un plan de retrait détaillé qui devra traiter des mesures à prendre (ou déjà prises) pour assurer la continuité du programme après la clôture du prêt.

135. Ces mesures devront porter sur l'appropriation des réalisations par les organisations de base des bénéficiaires, la prise en charge des opérations d'entretien des réalisations physiques par les organisations des bénéficiaires et par les communes rurales¹⁴, la garantie du financement des dépenses de fonctionnement des AGR et micro entreprises créées par le programme¹⁵, la poursuite des actions d'encadrement et d'accompagnement des bénéficiaires par la DPA en identifiant les structures administratives concernées et les actions qu'elles devront poursuivre, la concrétisation de la convergence des activités des autres projets et services techniques provinciaux dans la zone du projet, notamment en matière de poursuite de la création d'AGR et de petites entreprises sur le modèle initié par le programme.

136. A ce stade de la mise en œuvre du programme, les prémices d'une stratégie de sortie existent et la mission les considère comme **modérément satisfaisantes**.

H. Impacts

137. Les actions engagées par le projet pour le développement des filières agricoles à l'amont et à l'aval ainsi que les actions transverses auront des impacts directs sur les conditions et le niveau de vie des populations ciblées. Compte tenu de l'état d'avancement des réalisations, il est trop tôt pour mesurer ces impacts, mais on peut d'ores et déjà constater un certain nombre d'effets, notamment grâce à la mesure à mi-parcours des indicateurs du cadre logique du projet. On peut y déceler à mi-parcours un certain nombre d'effets qui résultent directement des actions engagées par le projet et qui auront certainement un impact à l'issue du projet. On constate notamment : i) une demande croissante formulée par les populations pour certaines actions (PMH, plantations) ; ii) Une dynamique d'organisation des agriculteurs en coopératives et GIE ; iii) Une augmentation de la participation des femmes dans les activités du programme ; iv) Pour l'olivier, l'enregistrement de rendements relativement supérieurs chez les agriculteurs du périmètre par rapport à ceux des agriculteurs avoisinant non concernés par les travaux de réhabilitation ; v) l'adoption par les agriculteurs de techniques culturales par le biais de la formation ; vi) la réalisation de points d'eau/citernes enterrées ; et vii) l'utilisation des abris anti neige réalisés par le projet.

138. Cependant la mission d'évaluation à mi-parcours a constaté que, si le projet a suivi les recommandations de la dernière mission de supervision en élaborant des fiches d'enquêtes pour renseigner les indicateurs de 2^{ème} niveau relatifs aux effets, il reste néanmoins à réaliser des enquêtes complémentaires sur un échantillon représentatif pour évaluer ces indicateurs.

139. Pour les impacts du programme, ils seront déterminés par les indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau qui feront l'objet d'une enquête d'évaluation à l'achèvement du projet (2018).

¹⁴ Pour ce qui est des pistes.

¹⁵ Notamment par la SFDA.

I. Conclusion

140. Le programme, qui en est à sa quatrième année de mise en œuvre, est caractérisé par des réalisations satisfaisantes à l'amont des trois filières (les deux filières arboricoles et la filière miel), mais connaît un retard en matière de mise en œuvre des activités de développement de la filière viande ovine/caprine, pour certains travaux de PMH et dans la réalisation des unités de valorisation des produits. La gestion et la coordination du programme sont satisfaisantes et l'équipe qui est chargée d'en assurer la mise en œuvre (Directeur, chef de l'UGP, services de la DPA et assistance technique) déploie des efforts appréciables. Les activités de renforcement des capacités sont remarquables, notamment dans l'implication des femmes. Toutefois, le programme connaît un important retard en matière de décaissements,

141. Afin de garantir la réalisation des objectifs du programme, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, les échéances et les responsabilités de mise en œuvre, telles qu'elles sont fixées dans les tableaux récapitulatifs des recommandations figurant dans le présent rapport, notamment pour les mesures prioritaires suivantes :

- Le Projet prépare une requête de réallocation des ressources financières existantes au profit des différentes composantes du projet conformément au tableau de réallocation des ressources à mi-parcours présenté au paragraphe 137 ci-dessus, qui sera transmis au FIDA par l'intermédiaire du Ministère de l'économie et des finances ; échéance : **janvier 2016** ;
- Déléguer à la DPA les crédits nécessaires pour la réalisation du restant du programme «pistes» ; échéance : **janvier 2016** ;
- Convertir une partie budget prévu dans le programme pour la réhabilitation de l'amandier pour compléter le financement de l'unité de valorisation des amandes et le reste pour l'extension des superficies en amandier ; échéance : **juin 2016**
- Réaffecter le budget initialement prévu dans le COSTAB pour la mise en place d'un centre d'engraissement et pour la plantation de 800 ha d'arbustes fourragers ; échéance : **janvier 2016** ;
- Activer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC. Echéance : **janvier 2016** ;
- Convertir le budget alloué aux sessions de formation technique et de voyages d'études pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme à la réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte de ce personnel ; échéance **juin 2016** ;
- Utiliser les sommes prévues pour la réalisation des unités de mise en bouteilles et de stockage de l'huile d'olive, des 3 unités de conserve d'olives traditionnelle et la construction des bassins de stockage de margines et de grignons et partie du non alloué pour financer la mise en place d'une unité de conserve d'olives de table de dimension moyenne et d'une unité de conserve d'olives traditionnelle; échéance : **2016-2017** ;
- Financer la construction des locaux des unités d'extraction du miel pour les 3 GIE du miel ; échéance : 2016 ;
- Augmenter la superficie d'extension de l'amandier ; échéance : **2016/2017** ;
- Etablir un plan de formation pour les 3 années restantes du projet et mettre en place un système de suivi des résultats de ces formations avec des enquêtes périodiques auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires sur les taux d'adoption des techniques enseignées ; échéance : janvier 2016 ;
- Renforcer les capacités des OPA non fonctionnelles ; échéance : **mai 2016** ;
- Engager les enquêtes de collectes des effets du projet ; échéance : **décembre 2015** ;
- Revoir le nombre de bénéficiaires qui est faible au regard des populations touchées par les activités du projet et rectifier les chiffres dans le rapport SYGRI ; échéance : **Février 2016** ;
- Elaborer une stratégie de communication et de gestion des savoirs générés par le projet ; échéance :

- Veiller à ce que tous les crédits prévus dans le PTBA 2016 soient délégués à la DPA ; échéance : **janvier 2016** ;
- Assurer que le rapport d'audit réponde aux exigences du FIDA et soit communiqué dans les temps requis ; échéance : **30 juin 2016** ;
- Accélérer le processus de communication des DRF au FIDA ; échéance : fin **1^{er} trimestre 2016** ;
- Doter l'UGP d'un logiciel de gestion comptable et financière qui prend en compte les spécificités techniques et financières du projet ; échéance : fin **1^{er} trimestre 2016**.

Le FIDA et le Gouvernement du Royaume du Maroc approuvent les conclusions de la mission d'examen à mi-parcours.

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

A. Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet	1525	No. du prêt/don DSF	831
Projet	Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	15/12/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	29/05/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	07/12/2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/12/2010			Coût total	39.25	
Accord	15/03/2011	Délai d'entrée en vigueur	9.1	FIDA Total	22.98	
Entrée en vigueur	13/09/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	22.48	27
Premier décaissement	13/03/2014			Don DSF		
Examen à mi-parcours	30/11/2015	Dernier amendement		Don FIDA	0.50	55%
Achèvement initial	30/09/2018	Dernier audit	14/10/2015	Financement national total	16.27	
Achèvement	30/09/2018			Bénéficiaires	3.35	0
Clôture initiale	31/03/2019			Gouvernement (National)	12.92	4.73
Clôture	31/03/2019			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

B. Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	2	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	6
6. Qualité et ponctualité des audits	4	3	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui au développement des filières agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	5
2. Appui au développement du financement de proximité et à la promotion d'AGR et de PMER	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités locales et appui institutionnel	4	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Malgré des réalisations **satisfaisantes** pour les filières oliviers, amandiers et miel le degré d'exécution de la composante « Appui au développement des filières agricoles » est globalement **moyennement satisfaisant** du fait des retards dans la filière viande ovine et caprine ainsi qu'en matière de PMH, pour ce qui concerne notamment les pistes et le volet CES. Le degré de réalisation de la composante « Appui au développement du financement de proximité et à la promotion d'AGR et de PMER » est jugé **moyennement satisfaisant** car les modalités de micro financement des AGR et PMER n'ont pas encore abouti avec la SFDA, seul partenaire pertinent dans ce domaine. Le projet a fait des efforts remarquables pour le renforcement des capacités, en incluant les femmes dans les actions de formation, et en innovant avec des formations diplômantes. Les résultats sont jugés **satisfaisants**. Pour les aspects fiduciaires la qualité de la gestion du projet est jugée **satisfaisante** mais les décaissements sur le prêt FIDA sont **insatisfaisants**.

C. Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et de la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Mis à part le taux de décaissement qui reste très faible en raison du retard dans le lancement des travaux de PMH et de construction des unités de valorisation à l'aval des filières, les aspects fiduciaires sont bien maîtrisés et la coordination du Programme est bien assurée. Le système de suivi-évaluation installé est performant au niveau du 1^{er} degré mais le suivi des effets n'est pas encore réalisé. Le ciblage et le genre (intégration des femmes) sont pris en compte dans la mise en œuvre du programme malgré des contraintes sociologiques. Par ailleurs, toutes les activités du Programme sont de nature à améliorer la résilience des bénéficiaires par rapport aux changements climatiques et à préserver les ressources naturelles et l'environnement.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet s'est améliorée. La qualité de la participation des bénéficiaires s'est également améliorée grâce à la démarche participative menée dans le cadre de la mise en œuvre du programme et aux améliorations enregistrées en amont des filières olives, amandes et miel. Les réalisations en matière de renforcement des capacités, d'organisation des producteurs, de partenariat, ainsi que la qualité des prestataires de services permettront d'atteindre les objectifs de développement.

C.6 **Risques.** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque faible en ce qui concerne les allocations budgétaires qui sont suffisantes, avec toutefois des retards importants dans les décaissements du prêt en raison des retards dans le lancement des travaux de PMH et de construction des unités de valorisation. Néanmoins, avec le lancement prochain de ces travaux, ce taux connaîtra une nette amélioration d'ici la fin de l'année.
Avancement de l'exécution du projet	Risque faible en raison de la qualité et de l'engagement de l'UGP, de la qualité des prestataires de service et de l'engagement des partenaires au projet
Produits et réalisations	Pas de risque en amont mais risque moyen au niveau de l'aval des filières olivier et amandier, dans la mesure où les conditions qui prévalaient à la conception du projet (type d'unités et dimensions) ont changé et que des réaménagements ont été apportés à mi-parcours, portant notamment sur la création de nouvelles unités de transformation.
Durabilité	Risque faible, notamment du fait de la plus grande implication des bénéficiaires.

E. Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Composante développement des filières	A l'amont, accélérer la cadence de réalisation des travaux de PMH ;	Juin 2016	
	A l'aval activer la réalisation des unités convenues, conformément au tableau de réallocation des ressources à mi-parcours	Juin 2016	
Gestion administrative du Programme	Augmenter la durée de mobilisation de l'ingénieur GR et du comptable	Janvier 2016	
Suivi-évaluation	Collecter les données nécessaires pour évaluer les premiers résultats (effets) des activités du Programme	Janvier 2016, puis chaque 6 mois	
Réallocation financière	Le projet prépare une requête de Réallocation des fonds suivant la proposition préparée par la mission qui sera soumis au FIDA par le MEF	Janvier 2016	
Décaissements	Accélérer le rythme d'exécution du projet pour améliorer à court terme le taux de décaissement	Juin 2016, puis continu	
	Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA et échanger régulièrement les informations sur leur traitement entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	Juin 2016, puis continu	

Observations supplémentaires

Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats révisé ¹⁶

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer, dans le cadre du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, associées à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.	<p>A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté.</p> <p>A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés.</p>	Enquêtes SYGRI sur accumulation des biens et malnutrition des enfants au démarrage, à la mi-parcours, et l'achèvement du programme	H. Intégration au PMV et synergie avec les Programmes nationaux et sectoriels
Objectif de développement du Projet/Programme:			
L'objectif de développement du Programme est de diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan Agricole Régional.	<p>Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 20% à la fin du projet.</p> <p>Nombre d'AGR et de PMER fonctionnelles à l'achèvement du Programme. 70%</p> <p>Au terme du projet, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.</p>	Statistiques agricoles de la DRA Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	<p>H. Les bénéficiaires du projet visent bien le groupe cible.</p> <p>H. Les ressources humaines sont qualifiées pour la mise en œuvre des composantes du programme.</p>
Produits :			
<p>1.1. Les filières de production arboricole sont développées en remplacement de la céréaliculture extensive et par la réhabilitation et l'intensification des plantations existantes et l'amélioration de la valorisation des produits.</p> <p>1.2. Les filières viande rouge et miel sont développées.</p> <p>1.3. Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés.</p> <p>1.4. Les pistes rurales et les réseaux d'AEP réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.</p>	<p>40% des exploitations ont adopté les technologies recommandées.</p> <p>50% des agriculteurs ont enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 50% et de 45% pour l'amandier.</p> <p>Augmentation de la production de viande et de miel de 20% et 150% respectivement.</p> <p>70% des coopératives apicoles fonctionnelles.</p> <p>Un produit labellisé.</p> <p>Les produits des 3 filières olives, amandes et miel sont valorisés par la création de X unités de transformation/conditionnement</p> <p>80% de ces unités sont fonctionnelles</p> <p>Au moins 3 contrats de commercialisation avec des agrégateurs privés sont établis et respectés</p>	<p>Enquêtes statistiques sur les rendements</p> <p>Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI</p>	<p>H. Moyens humains suffisants pour l'encadrement des petits agriculteurs.</p> <p>R. Sécheresse sévit sur plusieurs années.</p>

¹⁶ Les changements dans le cadre logique sont surlignés en jaune.

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<p>Au terme du projet, 75% des périmètres irrigués retenus ont été réhabilités et sont gérés efficacement par des AUEA.</p> <p>Au terme du projet, 30% des pistes et 75% des réseaux d'AEP retenus sont réalisés et gérés efficacement.</p>		
<p>Produits :</p> <p>2.1. Le financement des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes fonctionne à travers la SFDA et les AMC.</p> <p>2.2. L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé à travers le soutien du PDFAZMT et des institutions de financement à la création et au développement de ces activités et entreprises.</p>	<p>Au terme du projet, au moins 50% moins 30% des agriculteurs, des femmes rurales et des jeunes ciblés obtiennent des financements adaptés.</p> <p>50% des PMER et des AGR créées sont opérationnelles au terme du projet.</p>	<p>Rapports trimestriels des agences SFDA et de l'AMC</p> <p>Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI</p>	<p>R. Remboursement insuffisant des prêts.</p> <p>H. Les promoteurs de projets sont bien encadrés par les fournisseurs de crédit.</p>
<p>Produits :</p> <p>3.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions impliquant les différents acteurs concernés est opérationnel.</p> <p>3.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.</p>	<p>À la fin de la première année du projet, les quatre PPDF sont élaborés avec la participation effective des populations ciblées.</p> <p>À l'achèvement du projet, 50% des bénéficiaires, dont au moins 30% de femmes, sont affiliés à des organisations fonctionnelles.</p> <p>10% des organes d'administration des organisations comportent des femmes.</p> <p>A l'achèvement du projet, 50% des femmes alphabétisées par le projet ont intégré des OPA.</p> <p>Au terme du projet, au moins 50% des organisations de base sont opérationnelles.</p>	<p>Fiches de suivi</p> <p>Evaluation par les bénéficiaires</p> <p>Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI</p>	<p>R. Faible mobilisation des femmes en raison du poids des règles traditionnelles et du nombre limité des animatrices rurales.</p> <p>H. Constitution et agrément des associations et coopératives dans les temps prévus.</p>
<p>Produits:</p> <p>4.1 La gestion des activités du Programme est effective.</p> <p>3.6. Le système de suivi-évaluation des activités du Programme est opérationnel.</p>	<p>50% des indicateurs de S&E des effets et de l'impact 70% sont utilisés au terme du projet.</p>	<p>Rapport de supervision</p> <p>Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture</p> <p>Enquêtes périodiques spécifiques</p>	<p>R. Retards dans l'engagement du marché d'A.T.</p> <p>R. Faibles compétence des Spécialistes-matière</p>

Cadre logique : Résultats obtenus à mi-parcours

Objectifs		Indicateurs	Situation MTR	Activités programmées
Diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies de céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables parmi celles identifiées dans le Plan Agricole Régional	EFFET	- Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 15% à la fin du projet.		
	EFFET	- Nombre d'AGR et de PMER fonctionnelles à mi-parcours et à l'achèvement du Programme.	Création de 98 OPA	
			14 AGR/PMER filière apicole et 3 GIE formés	
	EFFET	- Au terme du projet, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.	82% des OPA sont jugées fonctionnelles	
	PRODUITS	Composante 1: Développement des filières de production agricole		
1.1 Les filières de production arboricole sont développées en remplacement de la céréaliculture extensive et la valorisation des produits est améliorée.		- 30% des exploitations ont adopté les technologies recommandées.	Taux d'adoption techniques culturales : estimé environ 30% pour l'olivier ,20% pour l'amandier, et 85% pour l'apiculture	
		- 50% des agriculteurs ont enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 30% en bour et 25% en irrigué.	2293 ha de plantations (environ 48% de l'objectif total du projet: 4680 ha) Taux de réussite plantation olivier et amandier: environ 95% après 2 ans :	
			Pour l'olivier, enregistrement de rendements relativement supérieurs chez les agriculteurs du périmètre par rapport à ceux des agriculteurs avoisinant non concernés par les travaux de réhabilitation	
		- Augmentation de la production de l'amandier de 45%		
Les filières viande rouge et miel sont développés		- Augmentation de la production de viande et de miel de 20%et 200% respectivement.	<i>Pas de résultats enregistrés au niveau de la filière viande</i>	
		- Nombre de coopératives apicoles fonctionnelles.	50 coopératives apicoles constituées.	Nbre. 20 Unités extraction miel
		- Nombre de produits labellisés et quantité exportée.	Identification 1 Miel à labelliser (Zantaz)	1 unité de concassage amandes (2016)

		- Nombre d'infrastructures de commercialisation créées/réhabilitées	20 unités d'extraction du miel acquises et distribuées	1 centre d'engraissement (Fil. Viande)
Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés		- Au terme du projet, 75% des périmètres irrigués retenus ont été réhabilités et sont gérés efficacement par des AUEA.	55% réalisés (21 PI) Etudes PMH réalisées à 100% Travaux lancés pour 18 PI sur 2016	1809 PMH prévus
			Formation de 36 AUE pour la gestion	
			6 points d'eau achevés	
Les pistes rurales et les réseaux d'AEP réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.		- Au terme du projet, 75% des pistes et des réseaux d'AEP retenus sont réalisés et gérés efficacement.	Etudes pistes réalisées 100%. Travaux seront lancés sur 2016	42 km de pistes prévus
	PRODUITS	Composante 2: Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER		
Le financement des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes fonctionne à travers la SFDA		- Au terme du projet, au moins 50% des petits agriculteurs obtiennent des financements adaptés.		
L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé avec le soutien du projet et des institutions de financement pour le développement de ces activités économiques		- 50% des PMER et des AGR créées sont opérationnelles au terme du projet.	31 AGR à appuyer	
	PRODUITS	Composante 3: Renforcement des capacités locales		
Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions impliquant les différents acteurs concernés est opérationnel		- À la fin de la première année du projet, les quatre PPDF sont élaborés avec la participation effective des populations ciblées	4 PPDF (plan participatifs de développement Filières) formulés et validés	
			1 PPDF filière Olivier validé, 1 PDDF Filière Amandier validé, 1 PDFF viande rouge validé et 1 PDFF Filière Miel validé	
La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcé.		- À l'achèvement du projet, 50% des bénéficiaires, dont au moins 30% de femmes, sont affiliés à des organisations fonctionnelles.	23% de femmes sont adhérentes des OPA	

			50 OPA apicoles: 770 bénéficiaires (239 femmes)	
Les organisations des agriculteurs (associations, GIE et unions) assurent le développement et la gestion des filières.		10% des organes d'administration des organisations comportent des femmes	36% de femmes sont membres des bureaux de gestion	
		A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 20% chez les femmes et de 10% chez les hommes.	3 conventions signées avec ONG locales: objectifs 3000 bénéficiaires. (2000 femmes)	
			1ère tranche lancée pour 1440 bénéficiaires dont 960 femmes)	

Appendice 3 : Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mars 2015

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de réalisation	Justifications
I. Composante I «Appui au développement des filières agricoles»				
Sous-composante 1 : Filière olives				
1. Faire valider le PPDF par les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
2. Prévoir dans le PTBA de 2016 les 183 ha restants pour l'extension et la totalité des formations, visites et voyages d'études	Juin 2015	UGP, SMOP et SVA	Réalisé	
3. Accompagner les bénéficiaires des périmètres de réhabilitation	Mai 2015	UGP et SMOP	En cours	
4. Constituer les groupements professionnels prévus à travers la possibilité d'une convention avec la FéDAM	Mai 2015	UGP et SMOP	Non é	La Fédam, institution de niveau national, ne peut pas intervenir concrètement au niveau local
5. A mi-parcours envisager la réaffectation des budgets prévus pour les unités de mise en bouteille et de stockage d'huile d'olive à la construction de l'unité de conserve d'olive de table.	Revue à mi-urs	UGP et SMOP	Réalisé	
6. A mi-parcours, envisager la mise en place d'une unité de conserves d'olives traditionnelle au lieu de 3 unités.	Revue à mi-urs	UGP et SMOP	Etude de faisabilité réalisée	
7. Réaliser les études de faisabilité pour l'unité de conserves d'olive de table et pour l'unité de conserve d'olives traditionnelle	Octobre 2015	UGP et SMOP	Réalisée	
8. A mi-parcours, réaffecter les budgets des bassins de stockage des margines pour consolider les autres activités du programme (unité de conserve d'olive de table)	Revue à mi-urs	UGP et SMOP	En cours	
Sous-composante 2 : Filière amandes				
9. Faire valider le PPDF ar les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
10. Prévoir dans le PTBA de 2016 la plantation des 697 ha restants pour l'extension	Juin 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
			Réalisé	Une partie seulement des fonds sera utilisée pour cette action
11. Prévoir le transfert des fonds de la réhabilitation vers l'extension après non objection du FIDA	Mai 2015	UGP et SMOP		
12. Entamer les contacts avec la FéDAM et la fédération nationale des producteurs d'amandes	Mai 2015	UGP et SMOP	Voir mesure 4 ci-dessus	

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de réalisation	Justifications
13. Envisager lors de la revue à mi-parcours, la réaffectation du budget prévu pour la mise en place des 4 unités de concassage d'amandes au profit d'une seule unité	Revue à mi-parcours	UGP et SMOP	En cours	
14. Activer la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de ladite unité	Septembre 2015	UGP et SMOP	Etude de faisabilité réalisée	
Sous-composante 3 : Filière viande ovine et caprine				
15. Valider le PPDF avec les bénéficiaires et les partenaires.	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
16. Donner l'ordre de service de commencer les prestations à l'ANOC	Avril 2015	SMOP	Réalisé	
17. Engager les formations juste après la constitution des groupements	Décembre 2015	UGP, SVA et ANOC	Prévu	Retard dans l'engagement des formations dû au Retard dans la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC
18. Elaborer l'étude de faisabilité du centre d'engraissement	Décembre 2015	UGP	Non sé	Prévu dans le PTBA 2016
19. Intégrer la plantation d'arbustes fourragers dans un package comprenant les activités à réaliser par l'ANOC	juillet 2015	UGP et ANOC	Réalisé	Indisponibilité de terrain et réticence des bénéficiaires
Sous-composante 4 : Filière miel				
20. Valider le PPDF de la filière avec les bénéficiaires et les partenaires	Juin 2015	UGP et SMOP	Fait	
21. Organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives	Mai 2015	UGP et SVA	Prévu	
22. Achever la création des AGR restantes	Décembre	UGP et SMOP	Fait	
23. Programmer le traitement contre la varroase et la teigne des 500 ruches programmées dans le COSTAB.	Mai 2015	UGP, SMOP et GIE	Prévu	PTBA 2016
24. Réaliser des formations pratiques des membres des GIE dans les domaines de production, valorisation, labellisation, qualité et commercialisation et organiser des voyages d'études	3 ^{ème} trimestre 2015	UGP, SMOP, SVA	Prévu	P PTBA 2016-2017
25. Accélérer le processus d'identification et d'aménagement des locaux des unités d'extraction de miel	Décembre 2015	UGP et SMOP	Fait	
26. Lancer la 3 ^{ème} phase de validation et de contractualisation avec les GIE des actions identifiées dans le PPDF	3 ^{ème} trimestre 2015	UGP et SMOP	En cours	
27. Ne mobiliser le spécialiste en marketing et commercialisation qu'une fois les unités de valorisation mises en place.	1 ^{er} trimestre 2016	UGP et SMOP	Prévu	
Infrastructures en appui au développement des filières				
29. Compléter les dossiers des PI par des informations concernant la superficie totale irrigable et irriguée, la liste des bénéficiaires, les plans de mise en valeur.	Juillet 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
30. Activer le commencement des travaux concernant les 12 marchés d'aménagement hydro-agricole	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
31. Activer le lancement des AO des 8 lots d'aménagement hydro-agricole pour l'élaboration des marchés et le démarrage des travaux	Juillet 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
32. Appuyer l'assistance technique pour le contrôle et la supervision des travaux	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de réalisation	Justifications
33. Poursuivre la finalisation des études et le lancement des AO des travaux d'AEP.	Mai 2015	UGP, SMOP et ONEEP	Réalisé	
34. Tenir une réunion avec la DRETL pour accélérer la signature de la convention de partenariat sur les pistes	Mai 2015	DRA, UGP et DPETL	Non réalisé	Concertation organisée sur le programme et validation des CPS ; Convention non nécessaire
35. Améliorer les impluviums des bassins semi-enterrés par des enrochements adéquats, par la construction de murettes, guideaux et de gabions de protection	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
36. Prévoir un déversoir et/ou trop-plein au niveau du regard de décantation du bassin	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
37. Augmenter le nombre de puits à l'entrée du bassin	Mai 2015	UGP et SMOP	Réalisé	
38. Protéger les ouvrages contre les eaux de crue	Mai 2015	UGP et SMOP	En cours	
CES				
39. Tenir une réunion avec la DREFLCD pour accélérer la signature de la convention relative aux actions de CES	Mai 2015	DRA, UGP, DREFLCD	Non réalisé	Correspondance adressée au HCEFLCD ; il a été retenu que l'UGP identifiera et comptabilisera toutes les actions de CES réalisées par la DREFLCD dans la zone du projet
II. Composante II : Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER				
40. Accélérer l'aboutissement des deux études sur les besoins en financement et les potentialités de création d'AGR et de PMER	Juin 2015	UGP	En cours	Problème du BET
41. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement	Fin juillet 2015	UGP	Réalisé	
42. Mobiliser rapidement le spécialiste en financement rural et AGR/PMER	Mai 2015	UGP	Réalisé	
43. Tenir rapidement une réunion avec le chef de la division des affaires sociales de la province, avec l'agence de développement social et avec l'agence pour le développement des provinces du nord pour étudier la possibilité de financement des projets d'AGR et de PMER	juin 2015	DPA, UGP	Réalisé	
III. Composante III : Renforcement des capacités et appui institutionnel				
44. Comblir le retard accumulé pendant les années antérieures en matière de formation des agriculteurs et des techniciens	Décembre 2015	UGP, SVA	En cours	Problème de budget
45. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Mai 2015	UGP, SVA	Non réalisé	Manque de personnel à

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de réalisation	Justifications
				former
46. Elaborer un plan de formation détaillé en fonction des besoins des agriculteurs, OPA et des cadres et techniciens	Septembre 2015	UGP, SVA		
47. Lier le programme d'alphabétisation à la création d'activités génératrices de revenus et de petites et moyennes entreprises rurales, notamment au profit des femmes et des jeunes.	Mai 2015	UGP, SVA	Réalisé	
Gestion administrative et financière				
48. Etablir l'avenant au contrat d'assistance technique pour la mobilisation des profils requis	Juillet 2015	DPA, UGP	Non réalisé	Augmentation des quantités du GR
49. Evaluer trimestriellement les performances du personnel de l'AT	Juin 2015, puis chaque 3 mois	DPA		
Suivi-évaluation				
50. Engager les enquêtes pour l'évaluation des indicateurs d'effets du Programme	Mai 2015	UGP	Réalisé	
51. Activer la mise en place du SIG pour les réalisations du Programme	Septembre 2015	UGP (SE)	En cours	
Ciblage des bénéficiaires				
52. Sensibiliser les OPA pour que les femmes soient représentées dans leurs organes de décision	Décembre 2015	UGP, SVA	En cours	
53. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du Programme et établir une stratégie et un plan d'action dans ces domaines	Mai 2015	UGP, SVA	Non réalisé	Manque de personnel à former
Gestion des connaissances/innovation				
54. Elaborer une stratégie de communication autour des réalisations, innovations et savoirs générés par le programme (site web, articles de presse, film)	Décembre 2015	UGP	En cours	

Partenariat			Degré de réalisation	Justifications
55. Tenir deux réunions au niveau régional avec les eaux et forêts et l'Equipement pour signer les deux conventions pour la CES et les pistes	Mai 2015	DRA	Non réalisé	Option prise de comptabiliser les réalisations CES menées dans la zone du projet par les Eaux et Forêts dans le cadre de leur programme
56. Conclure un partenariat tripartite avec l'ITA de Oued Amlil, la Maison Familiale Rurale de Béni-Snassen et le Programme pour la formation d'équipes-métiers agricoles	Juillet 2015	DPA, UGP et SVA		
57. Etablir un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs et des modalités de suivi conjoint des conventions	Septembre 2015	DPA, UGP, partenaires	Non réalisé	
Aspects fiduciaires				
58. Accélérer le rythme d'exécution du programme pour améliorer à cours terme le taux de décaissement	Mai 2015, puis continu	UGP, SMOP et SVA	En cours	

59. Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA et en assurer le suivi avec la DB	Juin 2015, puis continu	UGP et DB		
60. Echanger régulièrement les informations sur le traitement des DRF entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	Mai 2015, puis Continu	UGP, MAPM, MEF et FIDA		
61. Transmettre régulièrement les rapports d'activité semestriels au FIDA	Juillet 2015, puis chaque semestre	DPA et UGP		Retard dans la transmission du rapport 2014
Stratégie de désengagement				
62. Elaborer une stratégie de désengagement du projet	Revue à mi-parcours	DP/UGP	En cours	

Appendice 4 : Questions financières

Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 4 A: Décaissements par bailleur au 23/11/2015 (millions de dirhams)

Financier	Prévu	Décaissé	% déboursé
Prêt FIDA	190.39	52.08	27%
Don FIDA	4.31	2.39	55%
Gouvernement	109.35	9.19	8%
Bénéficiaires	28.25	5.99	21%
Total	332.30	69.65	21%

Tableau 4 B: Décaissements¹⁷ par bailleur et par composante au 23/11/2015 (millions de dirhams)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
I. Appui au développement des filières agricoles	148.90	38.42	26%	0.59	0.00	0%	90.30	6.40	7%	28.25	5.99	21%	268.04	50.81	19%
II. Appui au financement rural et promotion de la PMER	5.42	0.00	0%	1.18	0.00	0%	1.61	0.00	0%	0.00	0.00	0%	8.21	0.00	0%
III. Renforcement des capacités locales	21.00	1.13	5%	0.00	0.00	0%	8.89	0.19	2%	0.00	0.00	0%	29.89	1.32	4%
IV. Coordination et gestion du projet.	15.07	12.53	83%	2.54	2.39	94%	8.55	2.60	30%	0.00	0.00	0%	26.16	17.52	67%
Total	190.39	52.08	27%	4.31	2.39	55%	109.35	9.19	8%	28.25	5.99	21%	332.30	69.65	21%

¹⁷ Y compris les DRF en instance de traitement au FIDA.

Tableau 4 C-1 : Décaissements du prêt FIDA au 23/11/2015 (DTS)

Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	Soldes	en %
Aménagements et Travaux	7 525 000	1 079 227	6 445 773	14%
Véhicules	216 000	0	216 000	0%
Equipements et matériels	923 000	126 597	796 403	14%
Formation et animation	1 110 000	19 703	1 090 297	2%
Appui technique national	1 685 000	0	1 685 000	0%
Partenariat	429 000	0	429 000	0%
Contrats et prestations de service	698 000	416 181	281 819	60%
Etudes	680 000	147 061	532 939	22%
Non alloué	1 474 000	0	1 474 000	0%
Total	14 740 000	1 788 769	12 951 231	12%

Tableau 4 C-2 : Décaissements du don FIDA au 23/11/2015 (DTS) (Source FIDA)

Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	Soldes	en %
Aménagements et Travaux	33 000	0	33 000	0%
Appui technique national	83 000	0	83 000	0%
Partenariat	180 000	73 549	106 451	41%
Non alloué	32 000	0	32 000	
Total	328 000	73 549	254 451	22%

Appendice 5 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Tableau 5 A : Réalisations physiques par rapport aux prévisions

Composante/sous-composante/action	Unité	Prévisions globales Programme	Réalisations cumulées	%
Composante I développement des filières				
S/C 1: Filière olives				
A/ Etude participative du plan de développement de la filière oléicole (PPDF)	FF	1	0,95	95%
B/ Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession	-	-	-	-
1-Appui à la mise en place des groupements (grpmt) ANARBOM	Grpmt	3	0	0
2 -Appui à la mise en place des coopératives oléicoles	Coop	4	2	50%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives oléicoles	Union	1	1	100%
5-formation sur la gestion des coopératives et associations	PJ	18	6	34%
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière	-	-	-	-
1.Extension des plantations	-	-	-	-
a-Visite par les agriculteurs des périmètres d'extension pilotes tranche 1	Voyage	5	0	0
b-Travaux de plantation d'olivier	Ha	2080	1890	91%
c-Mise en place des structures anti-érosives des oliveraies en bour, tranche 8	Ha	2080	1890	91%
2-Réhabilitation des oliveraies existantes	-	-	-	-
a-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...)	Ha	800	800	100%
Formation en techniques d'oléiculture et céréaliculture	PJ	18	6	34%
d-Accompagnement et suivi de proximité	-	-	-	-
1-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau (AG, rapports moraux et financiers)	PJ	18	6	34%
2-Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à la labellisation	PJ	18	6	34%
D/ Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits	-	-	-	-

1- Investissements physiques pour la création de PMER pilotes				
▪ Unités de mise en bouteilles	Nombre	1	0	0%
▪ Unités de stockage de l'huile d'olive	Nombre	1	0	0%
▪ Unité d'olive de table	Nombre	1	0	0%
▪ Unité de conserve traditionnelle d'olives de table pour les femmes	Nombre	3	0	0%
▪ Investissement physique pour la création des PMER	unité	2	3	150%
2- Investissement et formation dans l'hygiène et la protection de l'environnement				
a. Construction de bassins pour le stockage du grignon et de la margine /	Nombre	24	0	0%
b-Formation des coopératives en oléotechnie, traçabilité et qualité	PJ	18	6	34%
c-formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments	PJ	18	6	34%
d-formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée et l'accès aux marchés	PJ	18	6	34%
e-Organisation d'une journée "large public" sur les bienfaits de l'huile d'olive	PJ	3	1	34%
E/ Renforcement des capacités des services	-	-	-	-
1-Formation du personnel des services sur :	-	-	-	-
- Voyages d'étude	Voyages	6	0	0%
- Caractéristiques des variétés d'olivier disponibles au Maroc (productivité et qualité)	PJ	9	0	0%
- Formation sur la traçabilité et déterminants de la qualité des huiles	PJ	9	0	0%
- Techniques d'intensification de l'oléiculture et de la céréaliculture (irrigué et bour)	PJ	9	0	0%
- Irrigation gravitaire et localisée de l'olivier (productivité et qualité)	PJ	9	0	0%
2-Matériel	-	-	-	-
2-Photocopieur pour le SVA	Unité	1	1	100%
3-GPS pour le SVA	Unité	1	1	100%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation	-	-	-	-
1-Etudes	-	-	-	-
Etudes techniques	Unité	1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité	1	0	0
3-Informatique	-	-	-	-
a-Ordinateurs et imprimantes	Unité	1	1	100%

4-Matériel de bureau	-	-	-	-
5- Matériel topographique	-	-	-	-
Traceur	Unité	1	1	100%
6-Formation	-	-	-	-
Voyages d'études	Voyage	5	0	0
Formation de techniciens	FF	1	0	0
8-Formation des associations	AUEA	11	11	100%
9- Travaux	-	-	-	-
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	0	0%
Aménagement de sources	Unité	4	0	0%
Construction de bassins de stockage	Unité	6	0	0%
Revêtement de séguias	Unité	27.8	14	50%
Protection des berges	Unité	400	0	0%
H-Pistes	-	-	-	-
Etude de pistes (filière oléicole)	FF	1	0.2	20%
Travaux pistes	Km	15	0	0%
I- AEP	-	-	-	-
Etude d'AEP (filière oléicole)	FF	1	0.95	95%
captage de sources	Unité	3	0	0%
réservoir semi-enterré	Unité	3	0	0%
Borne fontaine	Unité	6	0	0%
Canalisations	Km	31	0	0%
S/C 2: Filière amandier				
A/ Etude participative du PPDF amandier	FF	1	0,95	95%
B-Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession	-	-	-	-
1- Appui à la mise en place des groupements ANARBOM	Grpmt	2	0	0
2-Appui à la mise en place des coopératives d'amandier	Coop	2	4	200%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives d'amandier	Union	1	0.5	50%

4. Organisation d'une journée 'large public' sur les bienfaits de l'huile d'amande	PJ	3	0	0%
5. Organisation de manifestations professionnelles et inter professionnelles	Forfait	2	0	0%
6- Formation sur la gestion des coopératives et associations tranche1	Pers.jour	12	0	0%
7-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau tranche 1	Pers.jour	12	0	0%
C- Renforcement du maillon de production des amandes	-	-	-	-
1- Extension des plantations	-	-	-	-
Visite des agriculteurs aux périmètres pilotes	Voyage	6	0	0
Travaux d'installation d'amandier en bour, tranche 1	Ha	1050	410	41%
Mise en place des structures anti-érosives de l'amandier en bour, tranche1	Ha	1050	90	9%
Travaux d'installation des amanderaies en irrigué	Ha	150	0	0%
2- Réhabilitation des amandiers existants	-	-	-	-
a-Travaux de réhabilitation des amanderaies, tranche 1	Ha	600	0	0%
b-Visite des périmètres pilotes de réhabilitation, tranche 1	Voyage	6	0	0
c- Formation des agriculteurs (trices) et jeunes ruraux	-	-	-	-
Formation générale (technico-économique), tranche 1	Pers.jour	9	0	0%
Formation sur la conduite technique de l'amandier et des céréales, tranche1	Pers.jour	18	0	0%
Voyage d'études, tranche 1	Voyage	3	0	0%
D. Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits				
1. Formation du personnel et des adhérents (es) des coopératives				
a. Formation sur la diversification des produits de l'amandier et la qualité (Amandes et huile d'amandes)	PJ	3	0	0%
b. Formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments et des cosmétiques	PJ	3	0	0%
c. Formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée l'accès aux marchés rémunérateurs	PJ	3	0	0%
2. Démonstrations des bonnes pratiques de réglage des machines en relation avec la qualité des produits	PJ	9	0	0%
3. Accompagnement des coopératives (Qualité, étiquetage, et ensachage)	PJ	18	0	0%
4. Investissements physiques pour la création de MPMER pilotes, Unité de concassage d'amandes	NBR	4	0	0%
E. Renforcement des capacités des services				
1. Formation du personnel des services				
a. Voyages d'étude	voyage	3	0	0%

b. Les caractéristiques des variétés d'amandier disponibles au Maroc (Productivité et qualité)	PJ	9	0	0%
c. Irrigation gravitaires et localisé de l'amandier (productivité et qualité)	PJ	6	0	0%
d. Techniques d'intensification des amanderaies et des céréales (irrigué et bour)	PJ	6	0	0%
e. Traçabilité et déterminants de la qualité des amandes et des huiles d'amandes	PJ	9	0	0%
f. Démonstration taille et traitement phytosanitaire pour l'amandier	PJ	9	0	0%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation: filière amandier	-	-	-	-
1-Etudes	-	-	-	-
Etudes techniques	Unité	1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité	1	0	0
4-Matériel de bureau	-	-	-	-
5-Matériel topographique	-	-	-	-
Petit matériel technique	FF	1	1	100%
6- Formation	-	-	-	-
Voyages d'étude	Voyage	9	0	0
Techniciens	FF	1	0	0
Logiciels et formation	FF	1	0	0
8-Formation des associations	AUEA	11	11	100%
9- Travaux	-	-	-	-
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	0	0
Aménagement de sources	Unité	7	0	0
Construction de bassins de stockage	Unité	6	0	0
Revêtement de séguías	Unité	28	14	50%
Protection des berges	Unité	700	0	0
H- Pistes	-	-	-	-
Etude de pistes filière amandier	FF	1	0.1	10%
Travaux pistes	Km	15	0	0%
I- AEP	-	-	-	-
Etude AEP filière amandier	FF	1	0.95	95%

captage de sources	Unité	4	0	0%
réservoir semi-enterré	Unité	7	0	0%
Borne fontaine	Unité	9	0	0%
Canalisations	Km	28	0	0%
S/C 3: Filière viande ovine et caprine				
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF	1	0,95	95%
B-amélioration des infrastructures de base	-	-	-	-
Création de points d'eau	Point d'eau	18	6	34%
Abris anti-neige	Unité	4	2	50%
Centre d'approvisionnement en aliments de bétail pour ANOC	Unité	4	0	0
C-Appui à la filière par l'agregateur	-	-	-	-
1-Activités organisationnelles	grpm	4	3,5	90%
2-Activités d'appui technique	grpm	4	3,5	90%
3-Activités de formation	grpm	4	3,5	90%
4. Centre d'engraissement				
Travaux de construction	Centre	1	0	0%
Equipement du centre	Centre	1	0	0%
D-Renforcement du disponible fourrager	-	-	-	-
Renforcement du disponible fourrager par des plantations intercalaires	Ha	800	0	0
E/ Renforcement institutionnel	-	-	-	-
1-Véhicules et équipements pour le bureau de production animale	-	-	-	-
GPS	Unité	2	2	100%
Unités informatiques, tranche 1	FF	1	1	100%
Unités informatiques, tranche 2	Unité	6	6	100%
F/ Formation	-	-	-	-
1-Formation des cadres et techniciens des services techniques	-	-	-	-
Acquisition de documents techniques	FF	1	0	0%
Formation pour les ingénieurs	Session	1	0	0

Formation pour les techniciens	Session	1	0	0
2. Formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC				
Sessions de formation	Session	11	0	0%
Journées de démonstration	Journée	15	0	0%
Voyage d'étude	Voyage	3	0	0%
G/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation				
1-Etudes	-	-	-	-
Etudes techniques de PMH	Unité	1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	FF	1	0	0
3-Matériel de bureau	-	-	-	-
4-Formation	-	-	-	-
Voyages d'études	PS	1	0	0
Formation de techniciens	FF	1	0	0
5-Formation des associations	AUEA	11	11	100%
6-Travaux				
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	1	0	0%
Aménagement de sources	Unité	1	0	0%
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	7	0	0%
Construction de bassins de stockage	Unité	7	0	0%
Revêtement de séguias	Unité	26	0	0%
Protection des berges	Unité	600	0	0%
I- Pistes	-	-	-	-
Etude de pistes	FF	1	0.1	10%
Travaux pistes	Km	12	0	0%
Etude AEP filière amandier	FF	1	1	100%
captage de sources	Unité	4	0	0%
réservoir semi-enterré	Unité	6	0	0%
Borne fontaine	Unité	9	0	0%

Canalisations	Km	17	0	0%
1-Renforcement institutionnel de la DPEFLCD	-	-	-	-
A-Entretien et fonctionnement	-	-	-	-
Consommables de bureau BPA, tranche 1	FF	1	1	100%
S/C 4: Filière miel				
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF	1	95%	95%
B/ Renforcement de l'organisation des apiculteurs	-	-	-	-
Formation des membres des coopératives	Session	10	100%	100%
Apprentissage	P.S	20	10	50%
Constitution des Unions en tant qu'agréateurs	Forfait	3	3	100%
Équipement informatique	unité	3	0	0
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière	-	-	-	-
1-Acquisition de ruches peuplées, première	Ruche	1200	1600	133%
2. Renforcement de la conduite sanitaire	Ruche	500	0	0%
3-Formation des apiculteurs (trices): techniques de production	session	15	5	34%
3-Formation des apiculteurs (trices): santé apicole	session	15	5	34%
3-Formation des apiculteurs (trices): confection des ruches	session	5	5	100%
3-Formation des apiculteurs (trices): valorisation, commercialisation	session	12	5	42%
D- Promotion de la valorisation du miel	-	-	-	-
1. Au niveau des coopératives apicoles				
Aménagement de locaux	local	20	0	0%
Matériel d'extraction	unité	20	20	0%
2. Au niveau des Unions de coopératives en tant qu'agréateurs				
Aménagement de locaux	local	3	0	0%
Matériel de conditionnement	unité	3	0	0%
3- Appui pour la labellisation et la commercialisation	FF	1	0	0
E-Formation des ingénieurs et des techniciens	-	-	-	-
1. Formation des ingénieurs	PJ	8	0	0%

2. Formation des Techniciens	PJ	40	0	0%
3. Achats de documents techniques	FF	1	0	0%
F-Investissements physiques pour la création des AGR et des PMER	-	-	-	-
Unités apicoles de 50 ruches	Unité	50	0	0
Composante II : financement rural de proximité et création d'AGR et PMER				
A/ Appui au développement du financement rural de proximité	-	-	-	-
1-Etude sur les besoins en financement des populations-cibles	FF	1	0.1	10%
2-Appui à la SDFA pour le développement de son réseau	FF	1	0	0
3-Appui à une AMC	FF	1	0	0
4-Etude sur l'adaptation des produits du microcrédit	FF	1	0	0
B/ Promotion des AGR et de la PMER	-	-	-	-
1-Etude de diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER	Etude	1	0.5	50%
2-Formation des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER tranche 1	Pers.jour	120	0	0%
3. Formation des promoteurs d'AGR et de PMER	PJ	660	0	0%
4. Appui-conseil aux promoteurs d'AGR et de PMER	Unité	3	0	0%
6. Organisation de rencontres annuelles sur les AGR et la PMER	Rencontre	3	0	0%
7. Etude d'évaluation des AGR et des PMER	FF	2	0	0%
Composante III : renforcement des capacités locales				
A/ Encadrement et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des PPDF	-	-	-	-
1-Encadrement et appui	-	-	-	-
Animateurs	Pers.mois	90	18,5	21%
Animatrices	Pers.mois	30	24,5	82%
Techniciens en gestion des petites entreprises	Pers.mois	20	17	85%
Techniciens en génie rural	Pers.mois	40	26,5	66%
Techniciens en production végétale	Pers.mois	60	50	83%
Techniciens en production animale	Pers.mois	60	12	20%
2-Aménagement de locaux	-	-	-	-
Aménagement de bâtiments des CT et S/CT	Unité	1	1	100%

B. Alphabétisation fonctionnelle				
Contrat pour formateurs en alphabétisation fonctionnelle	Contrat	4	3	75%
Composante coordination et gestion				
B/ Equipements de bureau	-	-	-	-
Consommables de bureau, tranche 2	FF	1	1	100%
C/ Personnel contractuel	-	-	-	-
Directeur-adjoint	Pers.mois	75	35,5	47%
Spécialiste en financement rural, AGR et PMER	Pers.mois	20	12,5	63%
Agroéconomiste spécialiste en suivi-évaluation	Pers.mois	50	24	48%
Sociologue spécialiste en renforcement des capacités et genre	Pers.mois	24	14,5	60%
Ingénieur du génie rural	Pers.mois	25	31,5	126%
Ingénieur agronome spécialisé en horticulture	Pers.mois	25	19,5	78%
Ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture	Pers.mois	25	16	64%
Comptable	Pers.mois	50	35,5	71%
D/ Activités de suivi-évaluation	-	-	-	-
Atelier de démarrage du projet	FF	1	1	100%
Enquête de base	FF	1	35%	35%
Etudes d'impact	FF	2	0	0%
Enquêtes anthropométriques	FF			
Enquêtes sur l'accumulation des biens	FF			
Formation des responsables de gestion du programme	FF			
Formation des responsables sur le genre et le ciblage	FF	2	0	0%
E/ Centre de documentation	-	-	-	-
Photocopieuse (imprimante multifonction+ imprimante laser)	Unité	1	1	100%
A-personnel entretien et carburant	-	-	-	-
Entretien et fonctionnement de véhicules	FF	1	1	100%

FF : Forfait

Tableau 5 B : Indicateurs SYGRI

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU					
	Résultats	Unité	Cumulatif		
			Pré-évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
Nombre de bénéficiaires	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	31 200	6738	21.6%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	16 800	2582	15.4%
	Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	8 000	1015	13%
	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	99	82	83%
Composantes					
Nom de la composante					
Développement des filières de production agricole	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	1 809	975	54%
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	35	36	103%
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme	1 745	266	15%
		femme	5	0	0%
	Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état	Nombre	18	6	34%
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	13	0	0%
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme	105	370	352%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	900	192	21%
		femme	100	9	9%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	875	144	16%
		femme	375	131	35%
	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Homme	22000	2305	10%
		femme	13000	300	2%
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage	Nombre	99	35	35%

	Membres de groupes formés ou renforcés en cultures / élevage	Homme	2 540	1411	56%
		femme	1 310	211	16%
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	20	21	105%
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	600	133	22%
		femme	300	63	21%
	Routes construites/ remises en état	KM	42	0	0%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	15	6	40%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Homme	74	15	20%
		femme	25	6	24%
	Installations de transformation aménagées et/ou remises en état	Nombre	13	0	0%
	Installations de stockage aménagées et/ou remises en état	Nombre	5	0	0%
Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Homme	350	0	0%
		femme	350	0	0%
	Entreprises ayant accès aux services financiers offerts	Nombre	39	0	0%
	Institutions financières participant au projet	Nombre	2	0	0%
	Emprunteurs actifs	Homme	250	0	0%
		Femme	250	0	0%
Renforcement des capacités locales	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Homme	16	0	0%

Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA)¹⁸, état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	Etat d'avancement/Date
Section E.1.b	L'UGP a été mise en place au sein de la DPA, les spécialistes -matière ont été sélectionnés conformément aux dispositions de l'accord de financement.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
Section E.2	Les dispositions prévues à la section 4.02 a) des conditions générales ne s'appliquent pas à l'accord de financement. Les dépenses spécifiées au parag.2 de l'annexe 2 de l'accord de financement et n'excédant pas un montant total en MAD équivalent à la somme de 1 200 000 USD peuvent être honorées à partir du compte de prêt et du compte de don.		Disposition respectée
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c), d), e), f) et g)		Clauses respectées
Section 4.02.b	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA.		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives.		Disposition respectée
Section 7.01.b	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA.	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur.		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales.		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée : Le directeur, le directeur-adjoint et le personnel clé du projet sont nommés. Toutefois, un avenant sera engagé par la DP pour augmenter la période de mobilisation de certains spécialistes.
Section 8.02.a	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets.		Disposition respectée : une application et un registre de contrats et de dépenses ont été mis en place.
Section 8.02.b	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA.	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition non respectée

¹⁸ Y compris les clauses des Conditions générales annexées à l'accord de financement.

Section 8.03	Une revue a mi-parcours devrait être conduite conjointement par le FIDA et le Bénéficiaire.		Disposition respectée
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées.		Disposition respectée
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition non respectée : communication tardive au FIDA du rapport d'audit pour l'exercice 2014
Section 11.01	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt		Disposition respectée

Appendice 7 : Gestion des savoirs : apprentissage et innovations

Les actions d'apprentissage et d'innovation du projet sont multiples. Une énumération des principales innovations, un aperçu sur les actions de formations dispensées aux bénéficiaires au titre du renforcement de leurs capacités par apprentissage, des propositions en matière de gestion des savoirs générés et une synthèse des leçons apprises de la mise en œuvre du projet sont présentés dans ce qui suit.

I- Innovations générées par le projet

Il s'agit du premier projet ayant introduit une approche de planification participative de développement de filières (PPDF) prenant en compte les trois maillons des chaînes de valeur (production au champ, valorisation et commercialisation) ainsi que les actions transverses qui répondent, d'une part, au développement de ces filières et d'autre part à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Ces plans constituent l'outil principal pour la définition et la programmation participative des actions à réaliser par le projet.

Il s'agit également du premier projet ayant introduit une approche de développement de filière avec l'ensemble des actions que requiert ce développement (interventions à l'amont et à l'aval des filières avec de nombreuses activités transverses telles que PMH, CES, pistes, AEP, points d'eau, formations,...).

Le projet a également innové dans la zone en matière d'application élargie de l'approche participative à grande échelle et à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre.

Une diversité de conventions de partenariat pour la mise en œuvre du projet ont été conclues. Une innovation majeure dans ce domaine réside dans la conclusion d'un partenariat tripartite entre le Programme, un institut de formation technique de la zone et une maison familiale rurale (MFR) pour la constitution et la formation d'équipes-métiers constituées en coopératives de services pour un encadrement de proximité des agriculteurs et la fourniture de prestations techniques dans un environnement caractérisé par une absence de main-d'œuvre qualifiée pour ce faire.

L'intégration de la femme rurale dans les actions de développement de la zone est également nouvelle dans la zone. Elle s'est concrétisée par : i) la création de coopératives féminines pour la valorisation des produits des filières appuyées par le programme ; avec une coopérative englobant des membres d'un niveau d'instruction élevé (universitaire) ; ii) la participation, pour la première fois, de la femme rurale aux chantiers de plantation (à rémunération égale à celle de la main-d'œuvre masculine) ; et iii) sa participation dans les organisations de base.

La constitution de petites entreprises de services agricoles entre des jeunes diplômés sans emploi, au profit des agriculteurs de la zone constitue également une innovation majeure du projet ;

Grace à la constitution de coopératives entre les bénéficiaires des périmètres d'extension des plantations, le projet a introduit dans la zone la gestion collective de ces plantations.

Le programme a également innové dans le domaine de l'organisation des populations en introduisant l'organisation de deuxième niveau (groupements d'intérêt économique) pour les activités de développement des filières à l'aval (valorisation, labellisation et commercialisation des produits).

En matière de gestion et d'organisation, il s'agit du premier projet dans lequel l'unité de gestion du programme est composée dans sa quasi-totalité de spécialistes-matières couvrant l'ensemble des aspects du programme, recrutés dans un cadre contractuel d'assistance technique. Cette solution a été adoptée pour pallier l'épineux problème de l'insuffisance des ressources humaines dans les directions provinciales de l'agriculture qui assurent la mise en œuvre des projets. Cette externalisation permet également d'assurer un encadrement de proximité et un accompagnement permanent des agriculteurs et de leurs organisations professionnelles.

Il apparaît ainsi que le projet a été particulièrement innovant tant en matière de démarche, qu'en matière de mise en œuvre des activités, et ce, dans une zone où ces notions étaient totalement inconnues. Toutefois, ces innovations ainsi que tous les savoirs générés par le projet devraient faire

l'objet d'une large diffusion au profit des autres zones similaires. Or, peu d'actions ont été engagées dans ce sens, notamment dans le domaine de la communication autour de ces acquis.

II- Actions d'apprentissage

Le projet a réalisé de nombreuses activités de formation au profit des bénéficiaires. Ces formations ont été dispensées dans les domaines des techniques de conduite des vergers, de la traçabilité, de la qualité, du marketing, de l'accès aux marchés, de l'hygiène et de la salubrité des aliments et des technologies de valorisation, ainsi que dans les domaines de la gestion des périmètres irrigués et des organisations professionnelles des agriculteurs. Ces formations constituent un important acquis pour les populations ciblées qui leur permettra de prendre en charge la gestion et l'entretien des plantations une fois cédées aux coopératives des bénéficiaires, le fonctionnement des unités de valorisation et la gestion des périmètres d'irrigation aménagés dans le cadre du projet. A l'issue de ces formations, le projet a produit d'excellents outils didactiques distribués aux bénéficiaires, et les premiers constats témoignent d'un assez bon à bon taux d'adoption des techniques enseignées selon les filières.

Par ailleurs, la réhabilitation des plantations existantes d'olivier, qui consiste à réaliser par le projet différentes opérations culturales (taille, confection de cuvettes, fertilisation et traitements phytosanitaires) dans des périmètres d'olivier, permet un transfert de technologie aux agriculteurs à travers la réalisation de ces opérations dans les vergers des bénéficiaires et en leur présence. Ceci constitue un excellent complément aux formations théoriques que les agriculteurs ont reçues en salle.

III- Gestion des savoirs

Il apparaît à travers ce qui précède que le projet a introduit des innovations majeures et a généré des connaissances à tous les niveaux de développement des filières. Ces innovations et connaissances devraient faire l'objet d'une large diffusion non seulement dans la zone du projet, mais également dans les autres zones similaires. Or, peu d'actions sont engagées dans le cadre de la diffusion de ce savoir et de la communication (notamment médiatique) autour de ces acquis. Il est par conséquent recommandé au projet d'élaborer une stratégie de communication ainsi qu'un plan d'action pour la gestion des connaissances et innovations générées par la mise en œuvre du projet, concrétisés par la création d'un site web régulièrement alimenté, la publication d'articles dans la presse, la réalisation de vidéos et d'un film sur le projet, l'organisation de rencontres thématiques auxquelles seraient invités les gestionnaires et des bénéficiaires d'autres projets, l'organisation d'émissions télévisées et radiophoniques autour des réalisations du projet.

IV- Leçons apprises de la mise en œuvre du projet

Arrivés à mi-parcours de la durée du projet, il est nécessaire de tirer des conclusions sur ce qui a marché et ce qui a moins bien marché dans sa mise en œuvre.

Au titre de ce qui a bien marché, nous pouvons citer :

- L'option de recourir à une assistance technique privée totalement dédiée au projet, avec tous les profils nécessaires à la conduite de ses activités, et ce pour remédier à l'insuffisance notoire des ressources humaines de la direction du projet (DPA) ;
- La démarche participative engagée à grande échelle avec une bonne participation des populations à toutes les étapes de mise en œuvre ;
- L'élaboration de plans de développement de filières, qui a permis, bien qu'avec retard, une bonne planification des activités à mener par le projet ;
- Les nombreuses sessions de formation des bénéficiaires qui ont permis un renforcement de leurs capacités;
- L'efficacité des activités d'amont, notamment des extensions et de réhabilitation de plantations, ainsi que l'aménagement de petits périmètres de PMH ;
- L'organisation professionnelle des bénéficiaires en coopératives, associations et groupements d'intérêt économique.

Au titre de ce qui n'a pas ou a moins bien marché, nous pouvons citer :

-
- La mise en œuvre des activités d'aval, dans la mesure où il s'agit d'activités nouvelles dans ce genre de projets et demandent donc du temps pour l'identification des bénéficiaires et des terrains nécessaires aux unités de valorisation et pour l'élaboration des études de faisabilité de ces unités ;
 - Les divergences constatées a posteriori entre les activités d'aval prévues à la conception du projet (nature et dimensionnement) et celles qui ont été retenues dans le cadre du PMV postérieurement à la conception du projet ; ce qui a nécessité un réajustement et un redimensionnement de ces activités à mi-parcours ;
 - La diffusion du microcrédit qui avait été retenue à la conception du projet comme source de financement des AGR, alors qu'a été mis en place, postérieurement, une institution de financement et des conditions de financement spécifiques aux petits agriculteurs, moins coûteuses et plus adaptées au secteur de la petite agriculture ;
 - Le retard constaté dans la mise en œuvre du plan de développement de la filière viande rouge, en raison de la réorientation de la mission et de la restructuration du principal partenaire dans ce domaine (l'ANOC) ;
 - Le rythme des décaissements, qui a été négativement impacté par les retards dans la mise en œuvre des activités du projet et qui devrait, à l'avenir, et lors de la conception, tenir compte de ces retards dans l'établissement d'un calendrier de décaissement réaliste ;
 - Le système de suivi-évaluation, dans sa partie relative à l'évaluation des effets et impacts des activités du projet (indicateurs de deuxième niveau), qui devrait être mieux affiné et mis en œuvre, notamment par une planification rigoureuse des enquêtes à mener dans ce sens, en termes de domaines à couvrir, d'échantillonnage, de périodicité, de moyens et de responsabilités.

Appendice 8: Proposition de Réallocation à Mi-parcours

Tableau : Proposition de réajustement/réallocation à mi-parcours

Activités concernées	Physique	Financier
Filière olivier : Unités de valorisation des olives	1 unité de dimension moyenne: conserve huile de table et 2 unités de conserve d'olives traditionnelles au lieu des unités prévues: mise en bouteille, stockage huile d'olive, 3 unités d'olives traditionnelles, 24 bassins de stockage de margines.	Coût : 6.300.000 DH, à couvrir par : - Prévission COSTAB (1.284.000 DH) - 5.016.000 DH du non alloué
Filière olivier : Formations au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions) sur les thématiques intéressant la filière olive	réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA au lieu des formations	Coût : 498.000 DH
Filière Amandiers : Unités de concassage des amandiers	1 unité de valorisation des amandiers au lieu de 4 unités de concassage d'amandes	Coût : 2.100.000 DH à couvrir par : -Prévisions COSTAB (1.400.000 DH) - 700.000 DH provenant du budget prévu initialement pour la réhabilitation de l'amandier
Filière amandiers : Réhabilitation amandiers	Annulation des activités de réhabilitation et augmentation des superficies d'extension de 400 ha	Coût : 4.500.00 DH à couvrir par : -1.100.000 DH provenant du budget prévu initialement pour la réhabilitation de l'amandier - 3.400.000 DH du budget non alloué
Filière viande rouge : Centre d'engraissement	Annulation de la mise en place du centre d'engraissement et réaffecter les 4.000.000 DH pour financer une partie du coût de l'aménagement PMH pour 4 nouveaux périmètres (5.500.000 DH)	Coût pour l'aménagement PMH pour 4 nouveaux périmètres : 5.500.000 DH à financer par : - 4.000.000 DH du coût prévu initialement au centre d'engraissement - 1.500.000 DH du budget non alloué
Filière viande rouge : Formations au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions) sur les thématiques intéressant la filière viande rouge	Réalisation des voyages techniques au niveau national ou à l'étranger pour le compte des ingénieurs et techniciens de la DPA au lieu des formations	Coût : 460.000 DH
Filière miel : Locaux des unités d'extraction du miel pour les 3 GIE du miel	Construction des locaux des unités d'extraction du miel pour les 3 GIEs du miel (GIE Ain Gharoub , GIE Twizi et GIE Maghraoua- Bouiblanc);	Coût : 5.400.000 DH à couvrir du budget non alloué
Filière miel : Formation des ingénieurs et techniciens sur les thématiques relatives à la filière miel	Annulation des formations, Financer l'activité de la mise en relation des GIEs miel avec des agrégateurs pour la commercialisation du miel.	Coût : 240.000 DH

Appendice 9 : Programme de la mission et liste des personnes rencontrées

Date	Matin	Après-midi
Dimanche 22/11/2015	10 h : réunion d'orientation, hôtel la capitale	
Lundi 23/11/2015	9h : Réunion de démarrage de la mission à la DPA: - Présentation de l'état d'avancement du programme -Discussion avec les partenaires -Discussion du programme de la mission	
Mardi 24/11/2015	Départ vers la C.R.de Gueldamane : - Visite du périmètre d'extension de l'olivier Ain Lahjal(cession du périmètre à l'OPA) -Rencontre avec les OPA porteuses du projet de valorisation des amandes	Travail de bureau avec l'UGP et les services de la DPA
Mercredi 25/11/2015	- Visite du périmètre de réhabilitation de l'olivier Sidi Mghit(CR BabMerzouka)- GIE de production du miel Ain Al Kharoub (CR Bouhlou) - Rencontre avec les membres de PMER (groupe métier) à Tazrout (CR Matmata) - Rencontre avec porteurs de projet de valorisation olivier (conserves d'olives) - Visite d'une classe d'alphabétisation (CR Bouhlou)	Travail de bureau avec l'UGP et les services de la DPA
Jeudi 26/11/2015	- Visite PMH, points d'eau, abri anti neige à Tazarine -Visite du périmètre d'extension de l'amandier Aghil (CR Bab Boudir) * -Visite des périmètres PMH, points d'eau, abri anti neige au niveau de la CR Boublane	
Vendredi 27/11/2015	Travail de bureau et premières conclusions de la mission	
Samedi 28/11/2015	Retour à Rabat et rédaction aide-mémoire	
Dimanche 29/11/2015	Suite rédaction aide-mémoire	
Lundi 30 /11/2015 15h	Réunion de restitution à l'ADA	

Liste des personnes rencontrées

Nom et Prénom	Fonction	N° Téléphone	Adresse email
AHAQAR Mbarek	P.A/UGP/FIDA	0615034207	Ahaqar198101@gmail.com
AHMIDOUCH Karim	UGP-FIDA/AGR-PMER	0671622191	Ahmidouch.karim@gmail.com
AL OUASSAE Mohammed	Membre de la Sté SNC Tighdwine		
AOUAM Rachida	SVA/DPA Taza	0668290950	spataza@gmail.com
ARIBA Abdelhakim	ADA/DAF	0661048174	a.ariba@ada.gov.ma
ASRI Ayad	Membre coopérative encours de constitution		
BECHARI Mohamed	Président coopérative Laanassa		
BEN AZZA El Mokhtar	SVA/DPA Taza	0662058053	spataza@gmail.com
BEN LAMKADEM Boubeker	Président Association de prestation de l'alphabétisation		
BENHAROUD Abdelkader	Président coopérative Al Wahda		
BENJILALI Karim	Chef SVA/DPA	0657831922	spataza@gmail.com
BOUDAZ Mohammed	Comptable UGP-FIDA	0668102505	Lhaj.mohammed@hotmail.fr
BOUDIK Abdelkrim	Chargé de Service SMOP	-	-
BOUHAMIDI Hamid	Technicien Horticole UGP-FIDA	0672028023	hamidbouhamidi3@gmail.com
CHACHDI Ghizlane	MAPM/DF	0659557355	g.chachdi@agriculture.gov.ma
CHARRAT Noura	MAPM/DSS	0657831579	ncharrat@gamil.com
EL ALAMI Asmae	DDFP/DFV/SPP	0662522252	alamias2000@yahoo.fr
EL GARMAI Abdelhafid	DPA Taza	0611317690	
EL HAIMOUR Noureddine	Technicien gestion des entreprises	0662879804	noureddineelhaimour@gmail.com
EL JADIDI Zakaria	ADA	0662052109	z.eljadidi@ada.gov.ma
EL KHACHCHAF EI Hassan	Gérant Sté SNC Tighdwine		

HAMMIOUI Abdelkhalek	Technicien UGP-FIDA	0661384392	hammoui.15@ gmail.com
HOUBBI Fatiha	DIAEA	0665896186	houbbifatiha@hotmail.fr
IBENJELLAL Mohammed	GR-UGP-FIDA	0661433319	ibenjellal@ gmail.com
JAHJOH Mohammed	Président coopérative Ennas		
JINATE Fouad	ADA/DGP	0661110256	f.jinate@ada.gov.ma
KAROUACHE Abderrahim	Président GIE		
KENSSOUS Aziza	ONCA	0622057002	kenssousa@yahoo.fr
KHEZZAN Tijani	Horticole-UGP-FIDA	0671728259	tijanikhzn@gmail.com
LAANIZI Abdelouahab	Membre du bureau du GIE		
LAGHMAM Khalid	UGP-FIDA	0666447801	khalidlaghmam@gmail.com
LAGHMAM Khalid	UGP/Programme FIDA Taza	0666447801	khalidlaghmam@gmail.com
LAKTAMI Mohamed	Technicien-Animateur	0670378660	laktami15@ gmail.com
LEMALAME Amina	Animatrice FIDA	0677507055	Amina582@hotmail.fr
LKIMA Driss	Membre coopérative encours de constitution		
NAITLHO Mohamed	MAPM/DF		Naitlho.mohamed@gmail.com
NAJJARI Nassir	Technicien SMOP	0660433368	najnassir@gmail.com
OUDDY Abdellah	GR-UGP-FIDA	0676929391	abdellah.ouddy@gmail.com
OUGMIM Abderrahmane	Ing.GR/SMOP-DPA Taza	-	-
RADOUANE Karim	Sociologue UGP-FIDA	0666447641	radouane.karim@gmail.com
REGAG Abdelali	Directeur Général de la SFDA		
SANOUNE Rachid	Membre du bureau du GIE		
ZAHRAOUI Sanae	UGP-SMOP-DPA	0623392899	sanaezahraoui@yahoo.fr